

CHARTRE POUR LA PROTECTION
DES MINEURS ET DES
PERSONNES VULNÉRABLES

SOMMAIRE

Français	3
Décret de Mgr Hérouard, délégué <i>ad nutum</i> pour le Sanctuaire de Lourdes	3
Règles générales	4
La loi française	7
Signalement d'abus	9
Les prêtres	11
Les hospitaliers	13
Les jeunes	14
English	25
Decree of Mgr. Hérouard, apostolic delegate for the Sanctuary of Lourdes	25
General rules	26
French law	29
Reporting abuse	31
Priests	33
The Hospitality	35
Young people	35
Español	47
Decreto de Mons. Hérouard, delegado <i>ad nutum</i> para el Santuario de Lourdes	47
Reglas generales	48
La ley francesa	51
Señalar un abuso	53
Los sacerdotes	55
Los hospitalarios	57
Los jóvenes	58
Italiano	69
Decreto di Mons. Hérouard, delegato <i>ad nutum</i> per il Santuario di Lourdes	69
Regole generali	70
La legge francese	73
Segnalazione di abusi	75
I sacerdoti	77
Gli hospitaliers	79
I giovani	80
Deutsch	91
Dekret von Msgr. Hérouard, Delegierter <i>ad nutum</i> für das Heiligtum von Lourdes	91
Allgemeine regeln	92
Das französische Recht	95
Meldung eines sexuellen Missbrauchs	97
Die Priester	99
Les Hospitaliers	101
Die Jugendlichen	102
Nederlands	113
Dekret von Msgr. Hérouard, Delegierter <i>ad nutum</i> für das Heiligtum von Lourdes	113
Algemene regels	114
De Franse wetgeving	117
Melding van misbruik	119
De priesters	121
De hospitaliers	123
De jongeren	124

Mgr Antoine Héroard
Délégué *ad nutum* pour le Sanctuaire de Lourdes

Pour que les pèlerins puissent vivre une expérience humaine et spirituelle authentique dans le sanctuaire marial de Lourdes, en toute sécurité,

Pour que cette expérience, soit protégée contre tout abus et toute forme de violence envers les mineurs et les personnes vulnérables,

Puisque les agressions et les abus sexuels sur les mineurs et sur les personnes vulnérables sont des actes intolérables et inacceptables, brisant les personnes victimes et que lorsque commis par des membres du clergé ou des laïcs engagés au sein de l'Église, ils ont un impact destructeur sur la communauté ecclésiale et sur la société civile,

Je décrète

- Art. 1. Que les présentes normes s'appliquent à toute personne œuvrant dans le Sanctuaire de Lourdes (prêtres, religieux, religieuses, hospitaliers, laïcs salariés et bénévoles) que ce soit de façon permanente ou pendant le temps de leur pèlerinage.
- Art. 2. Est instituée autour du délégué épiscopal une cellule d'écoute et de discernement chargée d'intervenir en cas de comportement inapproprié.
- Art. 3. La charte portée en annexe de ce décret, fait autorité pour la protection des mineurs et de personnes vulnérables, afin de prévenir tout abus et permettre d'agir rapidement et efficacement dans l'appréciation des situations d'inconduite morale.
- Art. 4. Toute personne souhaitant exercer un service dans le Sanctuaire devra se soumettre aux vérifications prévues par cette charte.
- Art. 5. En accord avec les dispositions de cette charte, toute personne ayant connaissance d'abus sur un mineur ou une personne vulnérable doit, tout en respectant les règles du droit français, signaler les faits au délégué épiscopal ou au Recteur du Sanctuaire ou à l'évêque étant sauves les dispositions du Motu proprio *Vos estis lux mundi* art. 3 et 4 ainsi que les normes générales du droit.
- Art. 6. Ces normes sont établies sans préjudice de la loi française en particulier les éventuelles obligations de signalement aux autorités civiles compétentes.
- Art. 7. Le Délégué épiscopal est chargé, pour ce qui le concerne, de l'application de ces normes.
- Art. 8. Ces présentes normes sont approuvées *ad experimentum* pour un an et prennent effet à dater de ce jour.

Fait à Lourdes le 11 février 2020

+ 

+ Mgr Antoine Héroard

RÈGLES GÉNÉRALES

Le Sanctuaire de Lourdes souhaite offrir à chaque pèlerin et visiteur un cadre humain et spirituel favorisant la fraternité et le respect des personnes. Le Sanctuaire veut incarner le message évangélique *chaque fois que vous l'avez fait à l'un de ces petits de mes frères, c'est à moi que vous l'avez fait* (cf. Mt 25,40). La responsabilité pour la bienveillance de chaque personne est notre moteur.

Une *personne vulnérable* est une personne qui, en raison de son âge (enfant, mineur de dix-huit ans, personne âgée), d'un handicap ou d'autres circonstances, temporaires ou permanentes, se trouve dans un état d'infirmité, de déficience physique ou psychique, ou de privation de liberté personnelle qui, de fait, limite, même occasionnellement, sa capacité de compréhension ou de volonté, ou en tout cas de résistance à un abus d'autorité ou de pouvoir – y compris de nature spirituelle –, un abus de confiance ou un abus physique.

Tous ceux qui, dans le sanctuaire, ont une responsabilité pastorale, doivent avoir la prudence nécessaire dans leur langage, dans les contacts physiques, dans leur regard et, plus largement, dans leur comportement envers ces personnes.

Il est demandé à tous ceux qui œuvrent dans le cadre du Sanctuaire et de l'Hospitalité Notre-Dame de Lourdes de favoriser partout les mesures aidant à la bienveillance des mineurs et des personnes vulnérables.

Les cultures étant différentes, voici ce qui est requis de tous ceux qui exercent un service au Sanctuaire et à l'Hospitalité Notre-Dame de Lourdes :

Comportement :

- Montrer une égale bienveillance envers chacun.
- Respecter une attitude juste et ne pas rechercher de signes d'affection.
- Se garder de toute amitié qui ne serait pas chaste avec des enfants, des adolescents ou des personnes vulnérables.

- Ne pas se trouver seul avec un mineur ou une personne vulnérable dans une pièce avec la porte fermée ou opaque. Si les soins à la personne le nécessitent, il est nécessaire d'en référer à la personne responsable.
- Dans l'enceinte du Sanctuaire il est strictement interdit de posséder de l'alcool ou une substance illicite, encore plus d'en consommer ou d'en faire consommer.
- Respecter les règles du sanctuaire et de l'Hospitalité en utilisant le réseau internet ou wifi du Sanctuaire. Le téléchargement, depuis internet, de fichiers n'ayant aucun rapport avec le service accompli est interdit.

Langage :

- Utiliser un langage respectueux des personnes tant dans le ton, les mots, que dans son expression, sans aucune discrimination tenant notamment à l'origine sociale, l'apparence physique, la religion, l'origine ethnique ou l'orientation sexuelle.

Contact physique :

- Le Sanctuaire de Lourdes est un lieu où les personnes handicapées ou malades sont bien souvent à la recherche de marques d'affection et d'humanité. Il ne serait pas charitable de les repousser.
- On veillera, cependant, à ne pas solliciter de tels gestes et à y répondre avec délicatesse en respectant totalement la liberté du mineur et de la personne vulnérable.
- On sera particulièrement vigilant lorsque ces contacts ont lieu lors de la réalisation de soins ou dans l'exécution de services à l'intérieur ou à l'extérieur des piscines, à la gare ou à l'aéroport, ou encore dans les Accueils. Le plus grand respect pour la dignité de la personne est la règle à toujours respecter.
- Certaines personnes du fait de leur handicap ne possèdent pas les capacités nécessaires pour juger le caractère des gestes posés. C'est

à l'encadrement d'avoir de ce fait une vigilance toute particulière. Lorsqu'une personne privée d'une partie ou de la totalité de sa compréhension commet un geste répréhensible au sens où cette charte l'entend, il est important de faire remonter l'information auprès du délégué du sanctuaire ou du recteur, de se préoccuper de la victime et d'en parler avec l'auteur. Si nécessaire, il y a lieu d'en informer les autorités judiciaires, car le signalement concerne les faits et non l'auteur, et vise à protéger les victimes.



LA LOI FRANÇAISE

Compte tenu de l'internationalité du lieu, il est important de rappeler que dans le Sanctuaire de Lourdes s'applique la loi française.

La Charte établie dans l'intérêt de la protection des personnes vulnérables n'a pas vocation à se substituer au droit commun. Elle précise comment, dans la mission de l'Eglise, ce droit peut intervenir dans l'intérêt des personnes les plus fragiles.

Rappelons, sans caractère exhaustif, les principales mesures de droit français qui protègent les citoyens et, en particulier, les personnes les plus vulnérables.

1. LES VIOLENCES PHYSIQUES

Les violences physiques constituent l'ensemble des faits résultant de l'utilisation de la force ou de la contrainte physique à l'encontre d'une personne vulnérable. Cela peut concerner toute atteinte à l'intégrité physique des personnes, des faits de maltraitance, de coups et blessures, de torture, d'entrave ou de menace, avec ou sans usage d'une arme et ayant ou non entraîné une incapacité de travail.

ELLES SONT PUNIES PAR LES ARTICLES 222-7 ET SUIVANTS DU CODE PÉNAL.

2. LES ABUS SEXUELS

Les abus sexuels comprennent l'ensemble des gestes et attitudes à caractère sexuel, pouvant être exercées à l'encontre d'un mineur de 18 ans ou d'une personne vulnérable.

L'abus sexuel sera qualifié d'atteinte sexuelle s'il est exercé sans violence, contrainte, ni menace, ni surprise. Si l'atteinte sexuelle est commise avec violence, contrainte, menace ou surprise, l'abus sera qualifié d'agression sexuelle. Si cette agression comporte un acte de pénétration sexuelle, de quelque nature qu'il soit, il s'agira d'un viol.

CES ABUS SONT PUNIS PAR LES ARTICLES 222-22 ET SUIVANTS DU CODE PÉNAL.

3. LES VIOLENCES PSYCHOLOGIQUES

Les violences psychologiques, morales ou mentales, constituent l'ensemble des faits de violence ou d'abus envers une personne vulnérable sans qu'une violence physique ne soit mise en œuvre directement. Elles se caractérisent par le comportement moralement agressif ou violent vis-à-vis d'autrui, notamment par des insultes, injures, manipulations, chantage ou harcèlement. Ces violences peuvent être effectuées également dans le domaine spirituel.

CES ABUS SONT PUNIS PAR L'ARTICLE 222-13-1 DU CODE PÉNAL.

4. LES ATTEINTES AUX BIENS

Les atteintes aux biens d'une personne visent pour l'essentiel les infractions portant sur la propriété des personnes par une appropriation frauduleuse. Ces abus peuvent notamment relever d'un abus de faiblesse des personnes vulnérables, de manœuvres frauduleuses ou des tromperies.

LES PEINES APPLICABLES SONT PRÉVUES AUX ARTICLES 223-15-2 DU CODE PÉNAL, 313-1 DU CODE PÉNAL OU 312-1 DU CODE PÉNAL.

5. LA DISCRIMINATION

Constitue une discrimination toute distinction opérée entre les personnes physiques sur le fondement de leur origine, de leur sexe, de leur situation de famille, de leur grossesse, de leur apparence physique, de leur vulnérabilité résultant de leur situation économique, apparente ou connue de son auteur, de leur patronyme, de leur lieu de résidence, de leur état de santé, de leur perte d'autonomie, de leur handicap, de leurs caractéristiques génétiques, de leurs mœurs, de leur orientation sexuelle, de leur identité de genre, de leur âge, de leurs opinions politiques, de leurs activités syndicales, de leur capacité à s'exprimer dans une langue autre que le français, de leur appartenance ou de leur non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée.

CES ABUS SONT PUNIS PAR L'ARTICLE 225-1 DU CODE PÉNAL.

Il est important de noter que l'adulte ne peut se prévaloir du consentement de la victime pour s'exonérer de sa responsabilité pénale, et ce pour toute infraction pénale, délit ou crime.

SIGNALEMENT D'ABUS

Toute personne au courant d'un délit ou d'un crime à caractère sexuel sur mineur ou sur une personne vulnérable en avertira le recteur ou le délégué épiscopal pour la protection des mineurs qui se chargera de vérifier que le signalement prévu par la loi auprès du procureur de la République a bien été fait.

Ne pas signaler une personne vulnérable en danger constitue un délit au sens de l'article 434-3 du Code pénal, à savoir :

« le fait, pour quiconque ayant connaissance de privations, de mauvais traitements ou d'agressions ou atteintes sexuelles infligés à un mineur ou à une personne qui n'est pas en mesure de se protéger en raison de son âge, d'une maladie, d'une infirmité, d'une déficience physique ou psychique ou d'un état de grossesse, de ne pas en informer les autorités judiciaires ou administratives ou de continuer à ne pas informer ces autorités tant que ces infractions n'ont pas cessé est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende. Lorsque le défaut d'information concerne une infraction mentionnée au premier alinéa commise sur un mineur de quinze ans, les peines sont portées à cinq ans d'emprisonnement et 75 000 euros d'amende. Sauf lorsque la loi en dispose autrement, sont exceptées des dispositions qui précèdent les personnes astreintes au secret dans les conditions prévues dans l'article 226-13 ».

La dénonciation calomnieuse est punie par les articles 226-10 à 226-12 du Code pénal.

Tout comportement suspect et tout abus envers une personne mineure ou vulnérable doivent être signalés également aux autorités du Sanctuaire et du diocèse en contactant :

- Le Recteur : Mgr Olivier RIBADEAU DUMAS,
au +33 (0)5 62 42 79 00
et par mail : rectorat@lourdes-france.com**

- Le P. Giuseppe SERIGHELLI, délégué épiscopal à la protection des mineurs et des personnes vulnérables,
au +33 (0)7 57 41 18 63
et par mail : deleguepreventionabus@catholique65.fr**

Face à un signalement de comportement suspect ou d'abus, le délégué épiscopal doit agir sans tarder.

En particulier :

- Il désigne deux membres de la cellule diocésaine d'écoute, chargés d'accueillir et d'écouter la personne qui se présente.
- Il doit appliquer les normes approuvées par la Conférence des Evêques de France parues dans le Bulletin officiel n°60ter de la CEF du 9 octobre 2018.
- Si la mise en cause concerne un membre censé être le garant du respect de ces règles, il sera toujours possible de faire appel à l'évêque en charge du sanctuaire ou à l'archevêque métropolitain de Toulouse.

LES PRÊTRES

« Les prêtres qui accomplissent un ministère dans les sanctuaires doivent avoir le cœur imprégné de miséricorde ; leur attitude doit être celle d'un père (...) Le mot-clé que je désire souligner aujourd'hui avec vous est accueil : accueillir les pèlerins. Avec l'accueil, pour ainsi dire, « nous mettons tout en jeu ». Un accueil affectueux, festif, cordial et patient ».

(Pape François, discours aux opérateurs de pèlerinage et recteurs de sanctuaires, le 21 janvier 2016).

Quelques points de vigilance vous aideront, frères prêtres, à mieux vivre votre ministère à Lourdes. Ils viennent compléter les règles générales pour la protection des mineurs et des personnes vulnérables.

- Soyez attentifs à votre langage. Les curiosités inutiles et étrangères au soin pastoral sont à proscrire.
- Il n'est pas admis d'accueillir des personnes mineures ou vulnérables dans les locaux réservés aux prêtres et dans des lieux privés (en particulier les chambres).
- Pour célébrer le sacrement de réconciliation, « il est important de faire mémoire du pardon de Dieu, de se rappeler sa tendresse, de savourer de nouveau la paix et la liberté dont nous avons fait l'expérience. Parce que c'est le cœur de la confession : non pas les péchés que nous disons, mais l'amour divin que nous recevons et dont nous avons toujours besoin » (Pape François, *Célébration pénitentielle*, 29 mars 2019).

Dans ce cadre le confesseur habilité veillera à :

- Toujours utiliser les confessionnaux ou des lieux visibles des autres, suivant des modalités qui préservent la discrétion nécessaire.
- Ne pas poser des questions indécrites touchant à l'intimité de la personne.
- Conseiller en conscience sans culpabiliser ou manipuler.
- Ne pas rester enfermé avec le pénitent un temps disproportionné.

- Le prêtre qui reçoit l'information qu'une personne a été abusée dans le passé ou à l'heure actuelle doit :
 - si c'est dans le cadre du dialogue inter personnel : veiller à ce que la personne reçoive l'aide nécessaire et avertir le délégué épiscopal ou le recteur du sanctuaire. Conformément aux directives de la CEF, les autorités judiciaires doivent être prévenues.
 - si c'est dans le cadre de la confession, le secret s'applique pleinement. Demeure la nécessité d'apporter l'aide nécessaire à la personne victime en invitant notamment les enfants à appeler le 119, les adultes le 3949.
 - Il est toujours possible d'indiquer à une personne attirée par des enfants le numéro mis en place par la Fédération Française des centres de Ressources pour les Intervenants auprès d'Auteurs de Violences Sexuelles (FFCRIAVS) : 0 806 231 063

LES HOSPITALIERS

Depuis 1885, les hospitaliers et les hospitalières s'emploient à accueillir les pèlerins à Lourdes et spécialement les pèlerins malades, handicapés ou isolés, et faciliter leur pèlerinage. C'est pour cela qu'ils ont été fondés ainsi que pour transmettre le message de Lourdes et aider lors des grandes célébrations du Sanctuaire (art. 2 des statuts de l'HNDL).

L'attention et le respect des personnes sont donc au cœur de leur mission. Cette mission d'accueil des pèlerins est particulièrement sensible aux piscines, qui sont un lieu éminent de prière, de paix et de guérison dans le Sanctuaire. Les piscines doivent être un lieu où l'attention à l'autre et la délicatesse sont encore plus marquées qu'ailleurs parce que les gens y viennent, en signe de dévotion, avec tous leurs espoirs, leurs attentes, leurs fragilités et leurs vulnérabilités.

Ainsi donc, outre les normes générales qui sont instituées pour la protection des mineurs et des personnes vulnérables, les hospitaliers et les hospitalières devront :

- Suivre une formation spécifique sur le respect et la bienveillance des personnes accompagnant des mineurs et des personnes vulnérables, qui sera proposée dans le cadre de la formation HNDL.
- Assurer la sécurité et veiller au respect et à la pudeur de tout pèlerin dans sa démarche de foi aux Piscines.
- S'interdire tout geste ou comportement indigne envers des mineurs et des personnes vulnérables.
- Signer la feuille de présence des piscines pour exprimer leur engagement pour la protection et le respect de la personne à tous les bénévoles avec cette formule : *« Je m'engage à accompagner spirituellement et moralement, à assurer la sécurité et à respecter, avec pudeur, la personne de tout pèlerin dans sa démarche de foi aux Piscines. Je m'engage à avoir un comportement ajusté envers les mineurs et les personnes vulnérables. »*
- Baigner les mineurs dans le lieu et avec les seules personnes qui auront été désignées à cet effet par le/la responsable des piscines.
- Reconnaître avoir pris connaissance de cette charte et y adhérer.

LES JEUNES

*« Accompagner les jeunes, c'est les accueillir, les motiver, les encourager et les stimuler. Cela implique que l'on regarde les jeunes avec compréhension, valorisation et affection, et qu'on ne les juge pas en permanence ni qu'on exige d'eux une perfection qui ne correspond pas à leur âge. Ainsi, les accompagnateurs ne devraient pas conduire les jeunes comme s'ils étaient des sujets passifs mais marcher avec eux en leur permettant d'être acteurs de leur cheminement. Ils devraient respecter la liberté des jeunes qu'ils rencontrent sur leurs chemins de discernement et les équiper pour discerner en leur donnant les outils utiles pour avancer. » (Pape François, Exhortation post-synodale *Christus Vivit* aux jeunes §243 et 246, 25 mars 2019).*

A la manière du Christ, premier éducateur, les responsables de jeunes s'engagent à respecter la liberté et la dignité de ceux qui leur sont confiés. Ainsi, nous demandons aux responsables d'être particulièrement attentifs à :

- Adopter une attitude positive et respectueuse de l'intimité des jeunes en toute circonstance.
- Adopter une relation ajustée avec les jeunes.
- Observer une juste distance physique en évitant les contacts non appropriés et pouvant être mal interprétés.
- Garantir une juste distance psychologique en veillant à ne pas exercer d'emprise sur un jeune.
- Avoir un comportement ajusté en évitant tout chantage ou pression affective.
- Repérer toute situation délicate ou ambiguë pouvant mettre des jeunes en danger, (des jeunes entre eux, ou entre adultes et jeunes) et en informer au plus vite le responsable. La diffusion d'images à caractère érotique ou pornographique est totalement interdite.
- Travailler en équipe pour chercher à améliorer la manière de faire et d'être et développer un regard critique sur sa pratique personnelle et celle des autres.

Sur des points plus précis :

- Communication : l'adulte veillera à se situer comme adulte dans son vocabulaire, dans son langage écrit (SMS, réseaux sociaux) ou oral. Il veillera à ne pas communiquer à des horaires non raisonnables ou sur des sujets personnels et intimes.
- Lieux : ne pas se trouver dans un espace clos, sans visibilité, avec un jeune, tel que voiture, tente, toilettes, chambre, lieu d'accompagnement ou de confession fermés...
- Nuitées : un adulte ne dormira pas seul avec des jeunes. Le bon déroulement des nuitées exige la présence de plusieurs adultes.

PARAGRAPHES SPÉCIFIQUES AU VILLAGE DES JEUNES

Toutes les règles énoncées précédemment au sujet du Sanctuaire de Lourdes sont valables pour le Village des Jeunes, qui en fait intégralement partie. À celles-ci s'ajoutent quelques remarques plus spécifiques.

Vigilance et bienveillance :

- Les comportements anormaux d'un enfant, potentiellement révélateurs de mal-être, méritent l'attention et la vigilance des accompagnateurs.
- Les adultes doivent prévenir, noter et signaler toute tentative de discrimination, harcèlement, racket... entre mineurs. Les adultes doivent surveiller l'isolement ou la mise à l'écart de certains mineurs par leurs condisciples : ces situations peuvent être révélatrices de difficultés plus graves.
- Les adultes sont invités à montrer aux jeunes l'exemple d'une tenue vestimentaire décente.
- Si un jeune est amené à l'infirmerie, on enverra ponctuellement auprès de lui un adulte de même sexe prendre de ses nouvelles ou lui tenir compagnie, autant que possible accompagné d'autres jeunes ou adultes.
- L'exercice de l'autorité en faveur d'un groupe de jeunes repose d'abord sur une attention profondément bienveillante. Lorsque des mesures de sanctions sont à prendre, il convient qu'elles soient temporaires et justement proportionnées. Ces dernières doivent respecter l'intégrité physique et morale des mineurs, leur dignité et leur intimité. Elles ne doivent jamais consister dans des punitions corporelles et l'on doit absolument éviter qu'elles puissent être vécues comme des humiliations.

Sanitaires :

- Les animateurs encadrants doivent veiller à ce que les allées et venues aux douches et sanitaires n'autorisent pas de tenue indécente ; ils veillent aussi à la non-mixité sur ces lieux et sur leur trajet.
- Quel que soit son âge, le mineur doit être en mesure de prendre seul sa douche. Un adulte n'ouvre jamais la porte de la douche d'un mineur, sauf en cas d'urgence avérée et en présence d'une tierce personne. S'il est nécessaire de procéder à la toilette d'un mineur ou d'une personne vulnérable (handicapé, blessé par exemple), l'adulte est choisi en accord avec le jeune concerné et se fait accompagner d'une autre personne choisie également en concertation avec le jeune concerné.
- Lorsqu'ils ont accès aux mêmes sanitaires que les mineurs, les adultes qui accompagnent des jeunes s'engagent à prendre leur douche à d'autres horaires que les jeunes.

Chambres et dortoirs :

- Les animateurs qui veillent au repos, à l'entente et à la sécurité des jeunes dorment dans des espaces distincts de celui des mineurs. Cependant la disposition des lieux doit permettre la surveillance des mineurs en toute circonstance. Les jeunes doivent pouvoir compter sur la disponibilité de leurs accompagnateurs à toute heure de la nuit en cas de besoin.
- Les chambrées doivent être organisées par tranches d'âge homogènes.
- On veillera à séparer intelligemment les dortoirs réservés aux filles de ceux réservés aux garçons (étage ou bâtiment séparé) ; cette non-mixité des lieux de couchage est aussi demandé pour les zones de campements : les tentes ne sont pas mixtes.
- Afin de garantir l'intimité du mineur et de respecter l'espace de chacun, il est demandé de ne pas déplacer les lits dans les dortoirs ou dans les chambres des jeunes. L'adulte veillera à ne rentrer dans les dortoirs ou chambres qu'en cas de nécessité absolue (gardant toujours la porte ouverte). De façon habituelle il se tiendra sur le pas de la porte.
- Les chambres des adultes ne sont en aucun cas un lieu de passage ou de réunion pour les mineurs. Il n'est permis sous aucun prétexte qu'un mineur y entre ou y soit reçu.

ENGAGEMENT DES PRÊTRES

Je soussigné, (prénom)

(nom)

(diocèse ou congrégation)

déclare avoir pris connaissance de la charte et de l'engagement du Sanctuaire Notre-Dame de Lourdes pour la protection des mineurs et des personnes vulnérables. Je l'approuve et je m'engage à la suivre fidèlement.

- Je suis informé et consens à ce que mes données personnelles fassent l'objet d'un traitement par le Sanctuaire Notre-Dame de Lourdes conformément à la réglementation applicable à la protection des données personnelles. Je suis informé que je dispose des droits d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation, de portabilité, d'opposition s'agissant de mes données personnelles mais également du droit d'introduire une réclamation auprès de l'autorité compétente en matière de données personnelles.*

Date

Signature

ENGAGEMENT DES RESPONSABLES DE JEUNES

Je soussigné, (prénom)

(nom)

Responsable du groupe

déclare avoir pris connaissance de la charte et de l'engagement du Sanctuaire Notre-Dame de Lourdes pour la protection des mineurs et des personnes vulnérables. Je l'approuve et je m'engage à la suivre fidèlement et à la faire respecter.

- Je suis informé(e) et consens à ce que mes données personnelles fassent l'objet d'un traitement par le Sanctuaire Notre-Dame de Lourdes conformément à la réglementation applicable à la protection des données personnelles. Je suis informé(e) que je dispose des droits d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation, de portabilité, d'opposition s'agissant de mes données personnelles mais également du droit d'introduire une réclamation auprès de l'autorité compétente en matière de données personnelles.

Date

Signature

ENGAGEMENT DES BÉNÉVOLES

Je soussigné, (prénom).....
(nom)

déclare avoir pris connaissance de la charte et de l'engagement du Sanctuaire Notre-Dame de Lourdes pour la protection des mineurs et des personnes vulnérables. Je l'approuve et je m'engage à la suivre fidèlement et à la faire respecter.

- Je suis informé(e) et consens à ce que mes données personnelles fassent l'objet d'un traitement par le Sanctuaire Notre-Dame de Lourdes conformément à la réglementation applicable à la protection des données personnelles. Je suis informé(e) que je dispose des droits d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation, de portabilité, d'opposition s'agissant de mes données personnelles mais également du droit d'introduire une réclamation auprès de l'autorité compétente en matière de données personnelles.

Date

Signature

Mgr Antoine Hérouard
Apostolic delegate for the Sanctuary of Lourdes

So that the pilgrims can be part of an authentic human and spiritual experience in the Marian sanctuary of Lourdes,


So that this experience is protected against any form of abuse or violence against minors and vulnerable people,

Since aggression and sexual abuse of minors and vulnerable people is an intolerable and unacceptable act, and when committed by clergy or laity engaged in the Church, it has a destructive impact on the church community and civil society,

I decree

- Art. 1. That the present standards apply to all persons working in the Sanctuary of Lourdes (priests, religious, hospitality, lay people both employees and volunteers), whether they are permanent residents or here temporarily during their pilgrimage.
- Art. 2. A listening and discernment unit has been set up headed by the episcopal delegate responsible for intervening in the event of inappropriate behaviour.
- Art. 3. The code of conduct annexed to this decree is authoritative for the protection of minors and vulnerable persons, in order to prevent any abuse and so that quick and efficient action can be taken in assessing situations of moral misconduct.
- Art. 4. Anyone wishing to serve in the Sanctuary must submit to the checks set out in this code of conduct.
- Art. 5. In accordance with the provisions of this code of conduct, any person having knowledge of abuse of a minor or a vulnerable person must, while respecting the rules of French law, report the facts to the episcopal delegate or to the Rector of the Sanctuary or to the bishop without prejudice to the requirements of *Motu Proprio Vos estis lux mundi* art. 3 and 4 as well as the general norms of law.
- Art. 6. These standards are established without prejudice to French law, in particular any potential obligation to report to the appropriate civil authorities.
- Art. 7. The Episcopal Delegate is responsible for the application of these standards.
- Art. 8. These standards are approved *ad experimentum* for one year and take effect from this day.

Executed at Lourdes on february 11.2020


 + Mgr. Antoine Hérouard

GENERAL RULES

The Sanctuary of Lourdes wishes to offer each pilgrim and visitor a human and spiritual setting that promotes friendship and respect for people. The Sanctuary seeks to embody the Gospel message “whatever you did for one of the least of these brothers and sisters of mine, you did for me.” (cf. Matt. 25:40). Responsibility for the welfare of each person is our driving force.

A vulnerable person is a person who, by reason of age (child, under-eighteens, elderly people), handicap or other circumstances, temporary or permanent, is in a position of infirmity, physical or mental impairment, or deprivation of personal liberty which limits, even occasionally, their capacity to understand or make choices, or stand up to abuse by someone in authority or power, - including spiritual - a breach of trust or physical abuse.

All those in the sanctuary who have a pastoral responsibility, are asked to take all necessary precautions in terms of their language, physical contact, expression and in their general behaviour towards these people.

All those who work within the Sanctuary and the Hospitality of Our Lady of Lourdes are asked to foster all possible efforts to promote the welfare of minors and vulnerable people.

Since all cultures are different, this what is required of those who serve at the Sanctuary of Our Lady of Lourdes:

Behaviour:

- Show equal kindness towards everyone.
- Show fair and equitable treatment and do not look for signs of affection.
- Beware overly personal friendships with children, adolescents or vulnerable people.
- Do not be alone with a minor or vulnerable person in a room with the door closed or where the view to the inside is obscured. If this is required for the provision of personal care, the matter must be raised with the person in charge.

- Within the Sanctuary grounds, it is strictly forbidden to possess alcohol or an illegal substance, let alone consume or encourage others to consume it.
- By using the Sanctuary Internet or wifi network, you agree to respect the rules of the Sanctuary: the downloading of internet files unrelated to your duties is forbidden.

Language:

- Use language that respects people in terms of tone, words and expression, without discriminating in particular against social background, physical appearance, religion, ethnic origin or sexual orientation.

Physical contact:

- The Sanctuary of Lourdes is a place where people with disabilities or the sick are often looking for signs of affection and humanity. It would not be a kindness to reject them.
- However, care should be taken not to solicit such gestures and to respond to them with sensitivity while fully respecting the freedom of the minor or vulnerable person.
- We need to be particularly careful if physical contact occurs naturally during the necessary performance of care tasks or in the execution of duties inside or outside the Baths, at the station or at the airport, or even in the Accueils. The dignity of the person should always be respected.
- Some people, due to their disability, do not have the necessary skills to judge the nature of gestures that are made. It is up to those supervising to be particularly vigilant as a result. When a person deprived of part or all of their comprehension acts in an unacceptable manner, as understood by this code of conduct, it is important to send the

information to the episcopal delegate or the rector, to focus their attention on the victim and to discuss the matter with the perpetrator. If necessary, the judicial authorities should be informed because the alert pertains to the facts and not the author and aims to protect the victims.



FRENCH LAW

Given the international dimension of the Sanctuary of Lourdes, it is important to remember that French law applies in the Sanctuary.

The Code has been established in the interests of protecting of vulnerable persons and is not intended to replace ordinary law. It specifies how, in the mission of the Church, this law can intervene in the interests of the most vulnerable people.

The main rules of French law which protect citizens and, in particular, the most vulnerable people are set out here although the list is by no means exhaustive.

1. PHYSICAL VIOLENCE

Physical violence is all bodily harm suffered as a result of the use of force or physical restraint against a vulnerable person. This may include any violation of the physical safety of persons, acts of mistreatment, assault, injury, torture, obstruction or threat, with or without the use of a weapon and whether or not this results in an incapacity to work.

THESE ARE PUNISHABLE UNDER ARTICLES 222-7 ET SEQ. OF THE PENAL CODE.

2. SEXUAL ABUSE

Sexual abuse includes all acts and behaviours of a sexual nature that may be committed against an under-eighteen-year-old or a vulnerable person. Sexual abuse will be classified as sexual abuse if it is carried out without violence, coercion, threat, or surprise. If the sexual abuse is committed with violence, coercion, threat or surprise, the abuse will be classified as sexual assault. If this assault involves an act of sexual penetration of any kind, it will be considered rape.

THESE ABUSES ARE PUNISHED BY ARTICLES 222-22 ET SEQ. OF THE PENAL CODE.

3. PSYCHOLOGICAL VIOLENCE

Psychological, moral or mental violence is all violence or abuse against a vulnerable person without physical violence being directly implemented. It is characterised by morally aggressive or violent behaviour towards others, in particular through insults, slurs, manipulation, blackmail or harassment. This violence can also be carried out in the spiritual domain.

THESE ABUSES ARE PUNISHED BY ARTICLE 222-13-1 OF THE PENAL CODE..

4. ATTACKS ON PROPERTY

Attacks on a person's property are essentially offences involving misappropriation of someone's property. These abuses may include taking advantage of a vulnerable person's weakness, fraud or deception.

THE APPLICABLE PENALTIES ARE PROVIDED FOR IN ARTICLES 223-15-2 OF THE CRIMINAL CODE, 313-1 OF THE PENAL CODE OR 312-1 OF THE PENAL CODE.

5. DISCRIMINATION

Discrimination includes any distinction made between real persons on the basis of their race, sex, marital status, pregnancy, physical appearance, specific vulnerability resulting from their economic situation, these circumstances being known to the author of aggression or being apparent, their surname, their place of residence, their state of health, their loss of autonomy, their disability, their genetic characteristics, their morals, their sexual orientation, their gender identity, their age, their political opinions, their trade union activities, their ability to express themselves in a language other than French, their membership or non-membership, actual or assumed, of an ethnic group, a Nation, a race or religion.

THESE ABUSES ARE PUNISHED BY ARTICLE 225-1 OF THE PENAL CODE.

It is important to note that the adult cannot claim the consent of the victim to exempt themselves from criminal liability or for any criminal offence or misdemeanour.

REPORTING ABUSE

Any person aware of an offence or a crime of a sexual nature against a minor or a vulnerable person must inform the rector or the episcopal delegate for the protection of minors, who will be responsible for verifying that the statutory report to the public prosecutor has been completed.

Failure to report a vulnerable person in danger constitutes an offence under article 434-3 of the Penal Code, namely:

"for anyone who is aware of deprivation, ill-treatment or assault or sexual abuse of a minor or a person who is unable to protect himself or herself because of age, illness, infirmity, physical or mental disability or condition pregnancy, the act of not informing the judicial or administrative authorities or to continue not to inform these authorities as long as these offences continue is punishable by three years' imprisonment and a fine of 45,000 euros. When the lack of information relates to an offence mentioned in the first paragraph committed on a minor under fifteen years of age, the penalties are increased to five years of imprisonment and a fine of 75 000 euros. Except where the law states otherwise, persons bound to secrecy are exempt from the aforementioned provisions under article 226-13".

Slandorous denunciation is punished by articles 226-10 to 226-12 of the Penal Code.

All suspicious behaviour and abuse of a minor or vulnerable person should also be reported to the Sanctuary or diocesan authorities by contacting:

- **The Rector: Mgr. Olivier RIBADEAU DUMAS,**
at +33 (0) 5 62 42 79 00
and by email: rectorat@lourdes-france.com

- **Fr. Giuseppe SERIGHELLI, episcopal delegate for the protection of minors and vulnerable people,**
at +33 (0) 7 57 41 18 63
and by email: deleguepreventionabus@catholique65.fr

Faced with a report of suspicious behaviour or abuse, the episcopal delegate must act without delay.

In particular:

- He appoints two members of the diocesan listening unit, responsible for welcoming and listening to the complainant.
- He must apply the standards approved by the Conference of Bishops of France published in the CEF Official Bulletin No. 60ter of 9th October 2018.
- If the implication concerns a member supposed to be accountable for ensuring that these rules are respected, it is always possible to appeal to the bishop in charge of the sanctuary or to the metropolitan archbishop of Toulouse.

PRIESTS

"Priests who minister in the sanctuaries must have a heart filled with mercy; their attitude must be that of a father (...) The key word that I want to emphasise today with you is welcome: welcome the pilgrims. With the welcome, so to speak, "we put everything in play". A loving, joyful, affectionate and patient welcome".

(Pope Francis, Speech to Pilgrimage Operators and Rectors of Sanctuaries, 21st January 2016).

A few points of vigilance will help you, brother priests, to better carry out your ministry in Lourdes. They complement the general rules established for the protection of minors and vulnerable persons.

- Pay attention to your language. An interest that is either unnecessary or unconnected to pastoral care is forbidden.
- It is forbidden to admit any minor or vulnerable person into premises that are either reserved for priests or private (especially bedrooms).
- To celebrate the sacrament of reconciliation, "it is important to remember God's forgiveness, to remember his tenderness, to enjoy again the peace and freedom we have experienced. Because this is the heart of the confession: not the sins we say, but the divine love we receive and which we always need" (Pope Francis, Penitential Celebration, 29th March 2019).

In this context the confessor will ensure that they:

- always use confessionals or places visible to others, in ways that preserve the necessary discretion.
- do not make thoughtless enquiries regarding the privacy of the person.
- advise honestly without guilt or manipulation.
- do not stay enclosed with the penitent for a disproportionate time.

- Any priest who receives information that a person is being or has in the past been abused must:
 - if it is in the context of an interpersonal dialogue: ensure that the person receives the necessary help and notify the diocesan delegate or the rector of the sanctuary. In accordance with CEF directives, the judicial authorities must be notified.
 - if it is in the context of the confessional, secrecy fully applies. It is still a requirement to provide the necessary assistance to the victim, in particular by inviting children to call 119, and adults 3949.
 - It is always an option to point a person attracted by children to the number set up by the French Federation of Resource Centres for Interveners with Perpetrators of Sexual Violence (FFCRIAVS): 0 806 231 063

THE HOSPITALITY

Since 1885, members of the hospitality have been working to welcome pilgrims in Lourdes, especially sick, disabled or isolated pilgrims, and to facilitate their pilgrimage. That is why they were founded as well as to transmit the message of Lourdes and help during the great celebrations of the Sanctuary (article 2 of the statutes of the HNDL).

Care and respect of people are therefore at the heart of their mission. This mission of welcoming pilgrims is particularly sensitive at the Baths, which are a prominent place of prayer, peace and healing in the Sanctuary. The Baths must be a place where attention and gentleness are even more marked than elsewhere because people come in, as a sign of devotion, with all their hopes, expectations, weaknesses and vulnerabilities.

Thus, in addition to the general standards that have been instituted for the protection of minors and vulnerable persons, members of the hospitality must:

- follow a specific training course on support for minors and vulnerable people, which will be offered as part of the HNDL training.
- ensure the safety of and respect, with modesty, all pilgrims in their journey of faith in the Baths.
- refrain from any action or inappropriate behaviour towards minors and vulnerable persons.
- sign the Baths attendance sheet to express their commitment to the protection and respect of the individual for all volunteers with the following statement: "I agree to support spiritually and morally, to ensure the safety of and to respect, with modesty, all pilgrims in their journey of faith in the Baths. I agree to behave appropriately towards minors and vulnerable people."
- bathe minors in the place, and only with the people, designated for this purpose by the person in charge of the Baths
- Acknowledge having read and adhere to this charter.

YOUNG PEOPLE

"The accompaniment of young people means accepting, motivating, encouraging and challenging them. This implies that we should regard young people with understanding, appreciation and affection, and avoid constantly judging them or demanding of them a perfection beyond their years. Mentors should not lead young people as passive followers, but walk alongside them, allowing them to be active participants in the journey. They should respect the freedom that comes with a young person's process of discernment and equip them with tools to do so well."

(Pope Francis, Post-Synodal Exhortation *Christus Vivit* to Young People §243 and 246, 25th March 2019).

In the manner of Christ, the first educator, youth leaders are committed to respecting the freedom and dignity of those entrusted to them. Thus, we ask those responsible to pay particular attention to:

- adopting a positive and respectful attitude towards the privacy of young people in all circumstances.
- maintaining appropriate relational distances with young people and taking care not to create awkward or ambiguous situations.
- maintaining an appropriate physical distance by avoiding inappropriate contacts that might be misinterpreted.
- maintaining an appropriate psychological distance and avoiding having any kind of psychological or spiritual power over a young person.
- maintaining an appropriate emotional distance avoiding any blackmail or emotional pressure.
- identifying any awkward or ambiguous situation that may put young people at risk, (between young people themselves, or between adults and young people) and informing the manager as soon as possible. The dissemination of erotic or pornographic images is totally prohibited.
- working as a team to improve ways of doing and being and developing a critical look at one's own practice as well as that of others.

More specifically:

- Communication: adults should take care to present themselves as adults in their vocabulary, and their written (SMS, social networks) or oral language. They should take care not to communicate at unreasonable hours or on personal and intimate subjects.
- Places: never be in an enclosed space, where you cannot be easily seen, with a young person, such as a car, tent, room, support space or closed confessional ...
- Nights: a single adult should never sleep in the same room as young people. The smooth running of overnight stays may require the presence of adults, but there should always be more than one present.

PARAGRAPHS SPECIFIC TO THE YOUTH VILLAGE

All the rules stated above concerning the Sanctuary of Lourdes apply equally to the Youth Village, which is an integral part of it. There are some additional specific points.

Vigilance and care:

- A display of abnormal behaviour in a child could potentially be a sign of distress. It, therefore, demands the attention and vigilance of the caregivers.
- Adults must prevent, note and report any attempt at discrimination, harassment, extortion... between minors. Adults should watch out for the isolation or exclusion of certain minors by their classmates: these situations can reveal concerns that are more serious.
- Adults are encouraged to set an example of appropriate dress for young people.
- If a young person is brought to the infirmary, an adult of the same sex should be sent from time to time to check up on him or her or keep him or her company, accompanied where possible by other young people or adults.
- The exercise of authority over a group of young people should be based firstly on genuinely sympathetic supervision. Where sanctions are required, they should be temporary and justly proportionate. They must respect the physical and moral integrity of minors, their dignity and their privacy. They must never include corporal punishment and must never be experienced as a humiliation.

Health:

- Duty adults must ensure that when going to and from the showers and toilets, young people are appropriately dressed; they should also make sure there is no gender mixing in these places or on route to and from them.
- Regardless of their age, minors must be able to shower alone. An adult should never open a minor's shower door except in a proven emergency and in the presence of a third person. If it is necessary to wash a minor or a vulnerable person (if they are disabled or injured, for example), the adult should be nominated in consultation with the young person concerned and is accompanied by another person also nominated in consultation with the young person.
- Adults accompanying young people must not change or shower at the same time as young people using the same facilities.

Rooms and dorms:

- Duty adults who are supervising the rest, safety and well-being of the young people during the night must sleep in areas that are separate from those occupied by minors. However, the layout of the premises must allow the supervision of minors in all circumstances. Young people must be able to depend on their accompanying adults being available at any time of night if required.
- The room allocation must be organised by age group.
- Care must be taken to separate sensibly the dormitories reserved for girls from those reserved for boys (separate floors or building); this non-mixing in sleeping quarters is also applicable in the camping areas: tents should not be mixed.
- In order to guarantee the privacy of the minor and to respect everyone's personal space, the beds in the dormitories or in the young people's rooms should not be moved. Adults should ensure that they do not enter dormitories or rooms except in cases of absolute necessity (always keeping the door open). Ordinarily, adults will remain in the doorway.
- Minors should never stop off at or meet in adult bedrooms. Under no circumstances should a minor enter or be invited into adult bedrooms.

COMMITMENT FOR PRIESTS

I, the undersigned, (first name)
(last name)
(diocese or congregation)

declare that I have read the code of conduct and the commitment of the Sanctuary Our Lady of Lourdes for the protection of minor and vulnerable people. I endorse it and I pledge to follow it faithfully.

- I have been informed and agree that my personal data will be processed by the Sanctuary of Our Lady of Lourdes in accordance with the regulations applicable to the protection of personal data. I am aware that I have the right of access, the right to rectification, the right to erasure, the right to restrict processing, the right to data portability, the right to object regarding my personal data but also the right to lodge a complaint with the appropriate authority as regards personal data.*

Date

Signature

COMMITMENT OF YOUTH LEADERS

I, the undersigned, (first name)

(last name)

Group leader

declare that I have read the code of conduct and the commitment of the Sanctuary Our Lady of Lourdes for the protection of minor and vulnerable people. I endorse it and I pledge to follow it faithfully.

- I have been informed and agree that my personal data will be processed by the Sanctuary of Our Lady of Lourdes in accordance with the regulations applicable to the protection of personal data. I am aware that I have the right of access, the right to rectification, the right to erasure, the right to restrict processing, the right to data portability, the right to object regarding my personal data but also the right to lodge a complaint with the appropriate authority as regards personal data.*

Date

Signature

COMMITMENT OF VOLUNTEERS

I, the undersigned, (first name)
(last name)

declare that I have read the code of conduct and the commitment of the Sanctuary Our Lady of Lourdes for the protection of minor and vulnerable people. I endorse it and I pledge to follow it faithfully.

- I have been informed and agree that my personal data will be processed by the Sanctuary of Our Lady of Lourdes in accordance with the regulations applicable to the protection of personal data. I am aware that I have the right of access, the right to rectification, the right to erasure, the right to restrict processing, the right to data portability, the right to object regarding my personal data but also the right to lodge a complaint with the appropriate authority as regards personal data.*

Date

Signature

Mons. Antoine Hérouard
Delegado ad nutum para el Santuario de Lourdes

Para que los peregrinos puedan vivir una auténtica experiencia humana y espiritual en el santuario mariano de Lourdes,

Para que esta experiencia esté protegida contra todo abuso y toda forma de violencia contra menores y personas vulnerables,

Dado que las agresiones y abusos sexuales contra menores y personas vulnerables son actos intolerables e inaceptables, y que cuando son cometidos por miembros del clero o por laicos comprometidos en la Iglesia, tienen un impacto destructivo en la comunidad eclesial y en la sociedad civil,

Decretamos:

- Art. 1. Que las presentes normas se apliquen a todas las personas que trabajan en el Santuario de Lourdes (sacerdotes, religiosos, religiosas, hospitalarios, laicos asalariados y voluntarios) ya sea de manera permanente o durante el tiempo de su peregrinación.
- Art. 2. En torno al delegado episcopal se crea un equipo de asesoramiento y discernimiento encargado de intervenir en caso de comportamiento inapropiado.
- Art. 3. El Convenio anexo a este Decreto, hace autoridad para la protección de menores y de personas vulnerables, con el fin de prevenir todo abuso y permitir actuar rápida y eficazmente en la apreciación de las situaciones de mala conducta moral.
- Art. 4. Toda persona que desee ejercer un servicio en el Santuario deberá someterse a las verificaciones previstas en este Convenio.
- Art. 5. De acuerdo con las disposiciones de dicho Convenio, toda persona que tenga conocimiento de abusos contra un menor o una persona vulnerable debe denunciar los hechos al delegado episcopal, al rector del Santuario o al obispo, salvo las disposiciones del Motu proprio *Vos estis lux mundi* art. 3 y 4 y las normas generales del derecho.
- Art. 6. Estas normas se establecen sin perjuicio de la legislación francesa, en particular las posibles obligaciones de notificación a las autoridades civiles competentes.
- Art. 7. El delegado episcopal es responsable, en lo que le concierne, de la aplicación de estas normas.
- Art. 8. Estas normas serán aprobadas *ad experimentum* por un año y entran en vigor a partir de hoy.

Hecho en Lourdes el 11 de febrero de 2020



+ Mons. Antoine Hérouard

REGLAS GENERALES

El Santuario de Lourdes desea ofrecer a cada peregrino y visitante un marco humano y espiritual que favorezca la fraternidad y el respeto de las personas. El Santuario quiere encarnar el mensaje evangélico: *«En verdad os digo que cada vez que lo hicisteis con uno de estos, mis hermanos más pequeños, conmigo lo hicisteis»* (Mt 25,40). La responsabilidad por la decencia de cada persona es nuestro motor.

Una persona vulnerable es aquella que por su edad (niño, menor de diez y ocho años, persona mayor), discapacidad u otras circunstancias temporales o permanentes, se encuentra en una posición de dependencia, deficiencia física o psíquica, o privada de libertad personal que, de hecho, limita incluso ocasionalmente, su capacidad de comprensión o voluntad, o en cualquier caso de resistencia a un abuso de autoridad, de confianza o físico.

Todos los que en el santuario tienen una responsabilidad pastoral deben tener la prudencia necesaria en su lenguaje, en los contactos físicos, en su mirada y, más ampliamente, en su comportamiento hacia estas personas.

Se pide a todos los que trabajan en el Santuario y en la Hospitalidad de Nuestra Señora de Lourdes que favorezcan en todas partes las medidas que ayuden a la benevolencia de los menores y de las personas vulnerables.

Como las culturas son diferentes, he aquí lo que se exige de todos aquellos que prestan un servicio en el Santuario y la Hospitalidad de Nuestra Señora de Lourdes:

Comportamiento:

- Mostrar igual benevolencia hacia cada persona.
- Respetar una actitud justa y no buscar signos de afecto.
- Evitar la amistad demasiado personalizada con niños, adolescentes o personas vulnerables.

- Evitar encontrarse a solas con un menor o persona vulnerable en una habitación con la puerta cerrada u opaca. Si el cuidado de la persona lo requiere, es necesario advertir a la persona responsable.
- Dentro del recinto del Santuario está estrictamente prohibido la posesión de alcohol o cualquier sustancia ilícita, y por supuesto consumirla o distribuirla para su consumo.
- Respetar las reglas de la Hospitalidad y del Santuario a la hora de utilizar la red de internet o el wifi del Santuario,. Está prohibido descargar archivos de internet que no tengan relación con el servicio que está realizando.

Lenguaje:

- Utilizar un lenguaje apropiado tanto en su tono como en su expresión, sin discriminación por motivos de origen social, apariencia física, religión, origen étnico u orientación sexual.

Contacto físico:

- El Santuario de Lourdes es un lugar donde las personas discapacitadas o enfermas buscan a menudo signos de afecto y de humanidad. No sería caritativo rechazarlos.
- Sin embargo, se procurará no solicitar esos gestos y responder con delicadeza respetando plenamente la libertad del menor y de la persona vulnerable.
- Se prestará especial atención a los contactos que tengan lugar durante la prestación de cuidados o en la prestación de servicios dentro o fuera de las piscinas, en la estación, el aeropuerto o en los *Accueils*. El máximo respeto por la dignidad de la persona es la norma que siempre debe respetarse.
- Algunas personas, debido a su discapacidad, carecen de la capacidad necesaria para juzgar el carácter de los actos realizados. Corresponde al personal directivo tener por ello una vigilancia muy particular. Cuando una persona privada de una parte o la totalidad de su

comprensión comete un gesto reprehensible en el sentido en el que este Convenio lo entiende, es importante que la información se transmita al delegado del santuario o al rector y preocuparse por la víctima hablando de ello con el autor. En caso necesario, debe informarse a las autoridades judiciales, ya que la denuncia se refiere a los hechos y no al autor y tiene por objeto proteger a las víctimas.



LA LEY FRANCESA

Teniendo en cuenta la dimensión internacional del Santuario de Lourdes, es importante recordar que se aplica en el Santuario de Lourdes la ley francesa.

El convenio establecido por el interés de la protección de las personas vulnerables no tiene por objeto sustituir al derecho común. Precisa cómo, en la misión de la Iglesia, este derecho puede intervenir en interés de las personas más frágiles.

Se recuerda aquí, sin carácter exhaustivo, las principales medidas del Derecho francés que protegen a los ciudadanos y, en particular, a las personas más vulnerables.

1. LAS VIOLENCIAS FÍSICAS

La violencia física constituye el conjunto de los hechos resultantes del uso de la fuerza o de la coacción física contra una persona vulnerable. Esto puede concernir cualquier daño contra la integridad física de las personas, a los hechos de malos tratos, lesiones, torturas, coacción o amenazas, con o sin uso de un arma y que hayan dado lugar o no a una incapacidad laboral.

ESTÁ CASTIGADA POR EL ARTÍCULO 222-7 Y SIGUIENTES DEL CÓDIGO PENAL.

2. EL ABUSO SEXUAL

El abuso sexual incluye todos los delitos sexuales que pueden cometerse contra una persona vulnerable.

Se tipificará como abuso sexual si se comete sin violencia, coacción, amenaza o sorpresa. Si el abuso sexual se comete con violencia, coacción, amenaza o sorpresa, será calificado de agresión sexual. Si la agresión entraña un acto de penetración sexual de cualquier naturaleza, se tratará de una violación.

ESTOS ABUSOS SON CASTIGADOS EN LOS ARTÍCULOS 222-22 Y SIGUIENTES DEL CÓDIGO PENAL.

3. LAS VIOLENCIAS PSICOLÓGICAS

La violencia psicológica, moral o mental constituye el conjunto de los actos de violencia o de abuso contra una persona vulnerable sin que se aplique directamente la violencia física. Se caracterizan por el comportamiento moralmente agresivo o violento hacia los demás, en particular por insultos, injurias, manipulaciones, chantaje o acoso. Estas violencias pueden realizarse también en el ámbito espiritual.

ESTOS ABUSOS SE CASTIGAN EN EL ARTÍCULO 222-13-1 DEL CÓDIGO PENAL.

4. DELITOS CONTRA LA PROPIEDAD

Los delitos contra los bienes de una persona se refieren esencialmente a los delitos relacionados con la propiedad de las personas mediante la apropiación fraudulenta. Esos abusos pueden consistir en el abuso de la debilidad de las personas vulnerables, las maniobras fraudulentas o el engaño, entre otras cosas.

LAS PENAS APLICABLES ESTÁN PREVISTAS EN LOS ARTÍCULOS 223-15-2, 313-1 O EL 312-1 DEL CÓDIGO PENAL.

5. LA DISCRIMINACIÓN

Constituye una discriminación toda distinción entre personas físicas basada en su origen, sexo, estado civil, embarazo, apariencia física, la particular vulnerabilidad resultante de su situación económica, aparente o conocida de su autor, de su patronímico, del lugar de residencia, de su estado de salud, su pérdida de autonomía, su discapacidad, sus características genéticas, sus costumbres, su orientación sexual, su identidad de género, su edad, sus opiniones políticas, sus actividades sindicales, su capacidad para expresarse en una lengua distinta del francés, su pertenencia o su no pertenencia, verdadera o supuesta, a una etnia, una nación, una supuesta raza o una determinada religión.

ESTOS ABUSOS CASTIGADOS POR EL ARTÍCULO 225-1 DEL CÓDIGO PENAL.

Es importante señalar que el adulto no puede invocar el consentimiento de la víctima para exonerarse de su responsabilidad penal por cualquier delito o crimen.

DENUNCIA DE UN ABUSO

« Cualquier persona que tenga conocimiento de un delito sexual o de un crimen contra un menor o una persona vulnerable debe hacerlo saber al rector o al delegado episcopal para la protección de menores, que verificará que se ha realizado la denuncia prevista por la ley ante el fiscal. »

El hecho de no denunciar a una persona vulnerable en peligro constituye un delito tipificado en el artículo 434-3 del Código Penal, a saber:

«A toda persona que tenga conocimiento de privaciones, malos tratos, agresiones o abusos sexuales infligidos a un menor o a una persona que no esté en condiciones de protegerse debido a su edad, una enfermedad, una discapacidad, una deficiencia física o psíquica o un estado de embarazo, no informar de ello a las autoridades judiciales o administrativas o no seguir informando a dichas autoridades hasta que dichas infracciones hayan cesado se castiga con tres años de prisión y 45.000 euros de multa. Cuando la falta de información se refiera a una infracción mencionada en el párrafo primero cometida contra un menor de 15 años, las penas se elevarán a cinco años de prisión y a 75.000 euros de multa. Salvo que la ley disponga otra cosa, se exceptúan de las disposiciones que preceden a las personas sometidas a secreto como lo prevé el artículo 226-13».

La denuncia calumniosa está sancionada por los artículos 226-10 a 226-12 del Código Penal.

Debe señalarse cualquier comportamiento sospechoso o abuso hacia persona menor o vulnerable a las autoridades del Santuario, o de la Hospitalidad, entrando en contacto con:

- **El Rector del Santuario: Mons. Olivier RIBADEAU DUMAS**
al +335 62 42 79 01
y por correo electrónico: rectorat@lourdes-france.com
- **El P. Giuseppe SERIGHELLI, delegado episcopal para la protección de menores y personas vulnerables**
al +337 57 41 18 63
y por correo electrónico: deleguepreventionabus@catholique65.fr

Ante una denuncia de comportamiento sospechoso o de abuso, el delegado episcopal debe actuar sin demora.

En particular:

- Designa dos miembros de la célula diocesana de escucha, encargados de acoger y escuchar a la persona que se presenta.
- Debe aplicar las normas aprobadas por la Conferencia de Obispos de Francia publicadas en el Boletín Oficial n°60ter de la CEF de 9 de octubre de 2018.
- Si la impugnación se refiere a un miembro que supuestamente es el garante de estas normas, siempre será posible recurrir al obispo encargado del santuario o al arzobispo metropolitano de Toulouse.

LOS SACERDOTES

«Los sacerdotes que desempeñan un ministerio en los santuarios deben tener el corazón impregnado de misericordia; su actitud debe ser la de un padre (...) La palabra clave que hoy deseo subrayar con vosotros es acogida: acoger a los peregrinos. Con la acogida, por decirlo así, "ponemos todo en juego". Una acogida afectuosa, festiva, cordial y paciente».

(Papa Francisco, Discurso a los operadores de peregrinación y rectores de santuarios, 21 de enero de 2016).

Algunos puntos de vigilancia les ayudarán, hermanos sacerdotes, a vivir mejor su ministerio en Lourdes. Completan las normas generales establecidas para la protección de menores y de personas vulnerables.

- Tengan mucho cuidado con el lenguaje que utilicen. Deben prohibirse las curiosidades inútiles y ajenas al cuidado pastoral.
- No se permite acoger a personas menores de edad o vulnerables en los locales reservados a los sacerdotes ni en lugares privados (en particular en las habitaciones).
- Para celebrar el sacramento de la reconciliación «es importante recordar el perdón de Dios, recordar la ternura, volver a gustar la paz y la libertad que hemos experimentado. Porque este es el corazón de la confesión: no los pecados que decimos, sino el amor divino que recibimos y que siempre necesitamos» (Papa Francisco *Celebración de la penitencia*, 29 de marzo de 2019).

En este marco, el confesor velará a:

- que siempre se utilicen los confesionarios o lugares visibles por los demás, según las modalidades que preserven la discreción necesaria.
- No realizar indagaciones insensibles que afecten la intimidad de la persona.
- Aconsejar en conciencia sin hacer sentir culpable, ni manipular.
- No permanecer encerrado con el penitente un tiempo desproporcionado.

- El sacerdote que recibe la información de que una persona ha sido abusada en el pasado o en la actualidad debe:
 - en el marco del diálogo interpersonal: velar por que la persona reciba la ayuda necesaria y advertir al delegado diocesano o al rector del santuario. De conformidad con las directrices de la CEF, las autoridades judiciales deben ser advertidas.
 - si es en el marco de la confesión, el secreto se aplica plenamente. Subsiste la necesidad de prestar la asistencia necesaria a la víctima invitando, en particular, a los niños a llamar al 119 y a los adultos al 3949.
 - Siempre es posible indicar a una persona atraída por niños el número creado por la Federación Francesa de Centros de Recursos para los Intervinientes ante Autores de Violencia Sexual (FFCRIAVS): 0 806 231 063

LOS HOSPITALARIOS

Desde 1885, los hospitalarios y hospitalarias se dedican a acoger a los peregrinos en Lourdes y a facilitar su peregrinación; especialmente a los peregrinos enfermos, discapacitados o aislados. Esta fue la razón de su creación, así como para la transmisión del mensaje de Lourdes y ayudar en las grandes celebraciones del Santuario (art. 2 de los Estatutos de la HNDL).

Por tanto, la atención y el respeto de las personas constituyen el centro de su misión. Esa misión de acogida de los peregrinos es particularmente sensible en las piscinas, que son un eminente lugar de oración, paz y curación en el Santuario. Las piscinas tienen que ser un lugar donde la atención al prójimo y la delicadeza están aún más marcadas que en otros lugares porque la gente viene, como signo de devoción, con toda su esperanza, ilusión, fragilidad y vulnerabilidad.

Por eso mismo, además de las normas generales que se han creado para la protección de menores y personas vulnerables, los hospitalarios tendrán que:

- Seguir una formación específica sobre el acompañamiento de menores y de personas vulnerables, que será propuesta dentro del marco de la formación HNDL.
- Garantizar la seguridad y respetar, con pudor, a los peregrinos en su marcha de fe en las Piscinas.
- Prohibirse todo acto o comportamiento inapropiado hacia menores y personas vulnerables.
- Todos los voluntarios tienen que firmar la hoja de presencia de las piscinas para expresar su compromiso en la protección y el respeto de la persona escribiendo de su puño y letra: *«Me comprometo a acompañar espiritual y moralmente, a garantizar la seguridad y a respetar, con pudor, a la persona de todo peregrino en su camino de fe en las Piscinas. Me comprometo a tener un comportamiento ajustado hacia los menores y las personas vulnerables».*
- Bañar a los menores en el lugar y con las personas que hayan sido designadas a tal efecto por el/la responsable de las piscinas.
- Reconocer haber tomado conocimiento de este convenio y adherir a él.

LOS JÓVENES

«Acompañar a los jóvenes significa acogerlos, motivarlos, alentarlos y estimularlos. Esto implica que se mire a los jóvenes con comprensión, valoración y afecto, y que no se los juzgue permanentemente ni se les exija una perfección que no corresponda a su edad. Así, los acompañantes no deberían conducir a los jóvenes como si fueran sujetos pasivos, sino caminar con ellos permitiéndoles ser protagonistas de su camino. Deberían respetar la libertad de los jóvenes que se encuentran en su camino de discernimiento y equiparlos para discernir dándoles las herramientas útiles para avanzar»

(Papa Francisco, Exhortación pos-sinodal Christus Vivit a los jóvenes §243 y 246, 25 de marzo de 2019).

Como Cristo, primer educador, los responsables de jóvenes se comprometen a respetar la libertad y dignidad de los que se les confían. Así, pedimos a los responsables que presten especial atención a:

- Adoptar una actitud positiva y respetuosa de la intimidad de los jóvenes en todas las circunstancias.
- Adoptar una justa distancia relacional con los jóvenes.
- Una distancia física justa evitando los contactos inadecuados y que puedan ser malinterpretados.
- Una justa distancia psicológica, intentando no realizar una influencia psicológica o espiritual con un joven.
- Una distancia emocional justa evitando el chantaje o la presión emocional.
- Identificar cualquier situación delicada o ambigua que pueda poner en peligro a jóvenes (jóvenes entre sí o entre adultos y jóvenes) e informar de ello sin demora al responsable. La difusión de imágenes de carácter erótico o pornográfico está totalmente prohibida.
- Trabajar en equipo para mejorar la forma de hacer y ser, y desarrollar una visión crítica de su propia práctica personal y la de los demás.

En términos más concretos:

- Comunicación: el adulto velará por situarse como adulto en su vocabulario, en su lenguaje escrito (SMS, redes sociales) u oral. No se comunicará en horarios no razonables o sobre temas personales e íntimos
- Lugares: no estar en un espacio cerrado, sin visibilidad, con un joven, como un coche, tienda, habitación, lugar de acompañamiento o de confesión cerrados...
- Noche: un adulto solo no duerme con jóvenes. El buen desarrollo de las noches puede exigir la presencia de varios adultos.

PÁRRAFOS ESPECÍFICOS PARA LA CIUDAD DE LOS JÓVENES

Todas las normas mencionadas anteriormente respecto al Santuario de Lourdes son válidas para la Ciudad de los Jóvenes, que forma parte integrante del mismo. También hay algunas observaciones más específicas.

Vigilancia y benevolencia

- El comportamiento anormal de un niño, potencialmente revelador de un malestar, merece la atención y la vigilancia de sus acompañantes.
- Los adultos deben prevenir, anotar y denunciar cualquier intento de discriminación, acoso, chantaje, etc. entre menores. Los adultos deben estar atentos al aislamiento o al ostracismo de algunos menores por parte de sus compañeros: estas situaciones pueden ser reveladoras de dificultades más graves. Se anima a los adultos a dar ejemplo a los jóvenes vistiéndose de forma decente.
- Si se lleva a un joven a la enfermería, se debe enviar a un adulto del mismo sexo para que pregunte por él o le haga compañía y siempre que sea posible acompañado por otros jóvenes o adultos.
- El ejercicio de la autoridad en favor de un grupo de jóvenes se basa ante todo en una atención profundamente benévola. Cuando se adopten sanciones, éstas deben ser temporales y proporcionadas. Deben respetar la integridad física y moral de los menores, su dignidad e intimidad. Nunca deben consistir en castigos corporales, y es imprescindible evitar que puedan ser vividos como una humillación.

Sanitarios:

- Los monitores deben asegurarse de que al ir y volver de las duchas y los aseos no se autorice ropa indecente; también deben velar por que no se produzcan mezclas de sexo en esas zonas y en el trayecto.
- Sea cual sea su edad, los menores deben poder ducharse solos. Un adulto nunca debe abrir la puerta de la ducha de un menor, salvo en caso de emergencia comprobada y en presencia de una tercera persona. Si fuera necesario lavar a un menor o a una persona vulnerable (discapacitado o herido, por ejemplo), se elige al adulto con el acuerdo del joven en cuestión y siempre irá acompañado por otra persona también elegida con el consentimiento del joven en cuestión.
- Cuando los adultos que acompañan a los jóvenes tienen que utilizar los mismos aseos que los menores, tienen que comprometerse a ducharse en horarios diferentes a los de los jóvenes.

Habitaciones y dormitorios:

- Los monitores responsables del descanso, el entendimiento y la seguridad de los jóvenes, duermen en espacios separados de los menores. No obstante, la disposición de los locales debe permitir la vigilancia de los menores en cualquier circunstancia. Los jóvenes deben poder contar con la disponibilidad de sus acompañantes a cualquier hora de la noche en caso de necesidad.
- Se deben organizar los dormitorios por grupos de edades homogéneas.
- Hay que procurar separar inteligentemente los dormitorios reservados para las chicas y los reservados para los chicos (piso o edificio separado). Se pide de la misma manera que no se mezclen las zonas de acampada: las tiendas de campaña tampoco deben ser mixtas.
- Para garantizar la intimidad del menor y respetar el espacio de todos, se pide que no se desplacen las camas en los dormitorios o en las habitaciones de los jóvenes. Los adultos intentarán no entrar en los dormitorios o habitaciones, salvo en caso de absoluta necesidad (dejando siempre la puerta abierta). Por regla general no deberá ir más allá del umbral de la puerta.
- Las habitaciones de los adultos no deben ser utilizados en ninguno de los casos como lugar de paso o de encuentro para los menores. En ningún caso se permitirá que un menor entre o sea recibido en ellas.

COMPROMISO DE LOS SACERDOTES

El abajo firmante (nombre)
(apellidos)
(diócesis o congregación)

declara haber tomado conocimiento del Convenio y del compromiso del Santuario de Nuestra Señora de Lourdes para la protección de menores y de personas vulnerables. He tomado conocimiento y me comprometo a seguirlo fielmente.

- Se me informa y consiento que mis datos personales sean tratados por el Santuario de Nuestra Señora de Lourdes de conformidad con la normativa aplicable a la protección de los datos personales. Se me ha informado de que dispongo de los derechos de acceso, rectificación, supresión, limitación y portabilidad, en relación con mis datos personales, pero también con el derecho a presentar una reclamación ante la autoridad competente en materia de datos personales.*

Fecha

Firma

COMPROMISO DE LOS RESPONSABLES DE LOS JÓVENES

El abajo firmante (nombre)

(apellidos)

Responsable del grupo

declara haber tomado conocimiento del Convenio y del compromiso del Santuario de Nuestra Señora de Lourdes para la protección de menores y de personas vulnerables. He tomado conocimiento y me comprometo a seguirlo fielmente y a hacerlo respetar:

- Se me informa y consiento que mis datos personales sean tratados por el Santuario de Nuestra Señora de Lourdes de conformidad con la normativa aplicable a la protección de los datos personales. Se me ha informado de que dispongo de los derechos de acceso, rectificación, supresión, limitación y portabilidad, en relación con mis datos personales, pero también con el derecho a presentar una reclamación ante la autoridad competente en materia de datos personales.*

Fecha

Firma

COMPROMISO DE LOS VOLUNTARIOS

El abajo firmante (nombre)
(apellidos)

declara haber tomado conocimiento del Convenio y del compromiso del Santuario de Nuestra Señora de Lourdes para la protección de menores y de personas vulnerables. He tomado conocimiento y me comprometo a seguirlo fielmente y a hacerlo respetar:

- Se me informa y consiento que mis datos personales sean tratados por el Santuario de Nuestra Señora de Lourdes de conformidad con la normativa aplicable a la protección de los datos personales. Se me ha informado de que dispongo de los derechos de acceso, rectificación, supresión, limitación y portabilidad, en relación con mis datos personales, pero también con el derecho a presentar una reclamación ante la autoridad competente en materia de datos personales.*

Fecha

Firma

Sua Ecc. Mons. Antoine Hérouard
Delegato ad nutum per il Santuario di Lourdes

Affinché i pellegrini possano vivere un'autentica esperienza umana e spirituale nel santuario mariano di Lourdes in tutta sicurezza, affinché questa esperienza sia protetta da abusi e da ogni forma di violenza contro i minori e le persone vulnerabili, poiché le aggressioni e gli abusi sui minori e le persone vulnerabili sono degli atti intollerabili e inaccettabili, che distruggono le vittime e quando sono commessi da membri del clero o da dei laici impegnati all'interno della Chiesa, hanno un impatto distruttivo sulla comunità ecclesiale e la società civile,

Io sancisco

- Art. 1. Che le presenti norme riguardino tutte le persone che lavorano nel Santuario di Lourdes (sacerdoti, religiosi, religiose, hospitalier, laici retribuiti e volontari) sia in modo permanente o durante il tempo del loro pellegrinaggio.
- Art. 2. Una cellula di ascolto e di discernimento è costituita attorno al delegato episcopale incaricato di intervenire in caso di comportamento inappropriato.
- Art. 3. La carta allegata al presente decreto, fa testo per la protezione dei minori e delle persone vulnerabili, al fine di prevenire qualsiasi abuso e di consentire un'azione rapida e efficace nella valutazione di situazioni di cattiva condotta morale.
- Art. 4. Chiunque desideri esercitare un servizio nel Santuario dovrà sottoporsi alle verifiche previste dalla presente carta.
- Art. 5. In conformità con le disposizioni della presente carta, chiunque abbia conoscenza di abusi su di un minore o su di una persona vulnerabile deve, nel rispetto delle norme del diritto francese, segnalare i fatti al delegato episcopale o al Rettore del Santuario o al vescovo, fatte salve le disposizioni del Motu proprio *Vos estis lux mundi* art. 3 e 4, nonché le norme generali del diritto.
- Art. 6. Tali norme sono stabilite senza pregiudizio della legge francese, in particolare gli eventuali obblighi di notifica alle autorità civili competenti.
- Art. 7. Il delegato episcopale è incaricato, per quanto lo riguarda, dell'applicazione di tali norme.
- Art. 8. Le presenti norme sono approvate *ad experimentum* per un anno ed entrano in vigore da oggi.

Dato a Lourdes, 11 febbraio 2020



+ Mons. Antoine Hérouard

REGOLE GENERALI

Il Santuario di Lourdes vuole offrire ad ogni pellegrino e visitatore un ambiente umano e spirituale che favorisca la fraternità e il rispetto delle persone. Il Santuario vuole incarnare il messaggio evangelico ogni volta che l'avete fatto a uno di questi miei fratelli più piccoli, l'avete fatto a me (cfr. Mt 25,40). La responsabilità del buon trattamento di ogni persona è la nostra forza trainante.

Una persona vulnerabile è una persona che, a causa dell'età (bambino, un minore di diciotto anni, una persona anziana), di una disabilità o di altre circostanze, temporanee o permanenti, si trova in uno stato di infermità, di menomazione fisica o psichica, o della privazione della libertà personale che, di fatto limita, anche occasionalmente, la sua capacità di comprensione, o la sua volontà, nel caso di resistenza a un abuso di autorità o di potere - anche di natura spirituale - , un abuso di fiducia o un abuso fisico.

Tutti coloro che, nel santuario, hanno una responsabilità pastorale, devono essere prudenti nel linguaggio, nei contatti fisici, nel loro sguardo e, più in generale, nel loro comportamento verso queste persone.

A tutti coloro che lavorano nell'ambito del Santuario e dell'Hospitalité di Nostra Signora di Lourdes viene chiesto di incoraggiare ovunque misure volte a favorire il buon trattamento dei minori e delle persone vulnerabili.

Poiché le culture sono diverse, ecco cosa si richiede a tutti quelli che prestano servizio nel Santuario e nell'Hospitalité Nostra Signora di Lourdes:

Comportamento:

- Mostrare pari benevolenza verso tutti.
- Rispettare un atteggiamento equo e non ricercare segni di affetto.
- Evitare qualsiasi amicizia che non sia casta con bambini, adolescenti o persone vulnerabili.

- Non stare da solo con un minore o una persona vulnerabile in una stanza con la porta chiusa o con il vetro opaco. Se necessitano delle cure alla persona, bisogna indirizzarlo alla persona responsabile.
- All'interno del Santuario è severamente vietato possedere dell'alcool o qualsiasi sostanza illecita e, a maggior ragione, consumarne o farne consumare.
- Rispettare le regole del Santuario e dell'Hospitalité utilizzando la rete internet o wifi del Santuario. È vietato scaricare da internet documenti (files) che non hanno alcuna relazione con il servizio pastorale richiesto.

Linguaggio:

- Utilizzare un linguaggio rispettoso delle persone nel tono, nelle parole e nell'espressione, senza discriminazioni in base all'origine sociale, all'aspetto fisico, alla religione, all'origine etnica o all'orientamento sessuale.

Contatto fisico:

- Il Santuario di Lourdes è un luogo dove le persone diversamente abili o i malati sono spesso alla ricerca di segni di affetto e di umanità. Non sarebbe caritatevole respingerli.
- Tuttavia bisognerà fare attenzione a non sollecitare tali gesti e a rispondervi con delicatezza, nel pieno rispetto della libertà del minore e della persona vulnerabile.
- Saremo particolarmente vigilanti quando questi contatti hanno luogo durante lo svolgimento di trattamenti o di servizi all'interno o all'esterno delle piscine, in stazione o in aeroporto, o nelle Accueils. Il massimo rispetto per la dignità della persona è la regola che deve essere sempre adempiuta.
- Alcune persone, a causa della loro disabilità, non hanno la capacità di giudicare il carattere delle azioni intraprese. Spetta alla direzione essere particolarmente vigile. Quando una persona, privata in tutto o in parte della sua consapevolezza, commette un atto riprovevole ai sensi

della presente carta, è importante riferire le informazioni al delegato del santuario o al rettore, preoccuparsi della vittima e discuterne con l'autore del reato. Se necessario, le autorità giudiziarie dovrebbero essere informate perché la segnalazione riguarda i fatti e non l'autore del reato e ha lo scopo di proteggere le vittime.



LA LEGGE FRANCESE

Data l'internazionalità del luogo, è importante ricordare che nel Santuario di Lourdes si applica la legge francese.

La Carta istituita nell'interesse della protezione delle persone vulnerabili non intende sostituirsi al diritto comune. Essa specifica come, nella missione della Chiesa, questa legge può intervenire nell'interesse delle persone più fragili.

Ricordiamo, senza essere esaustivi, le principali misure del diritto francese che proteggono i cittadini e, in particolare, le persone più vulnerabili.

1. LE VIOLENZE FISICHE

La violenza fisica costituisce l'insieme degli atti derivanti dall'uso della forza o della coercizione fisica contro una persona vulnerabile. Ciò può includere qualsiasi attacco all'integrità fisica delle persone, atti di maltrattamento, aggressione e percosse, tortura, impedimento o minaccia, con o senza l'uso di un'arma, e che abbia o meno portato all'incapacità lavorativa.

SONO PUNITE AI SENSI DEGLI ARTICOLI 222-7 E SEGUENTI DEL CODICE PENALE.

2. GLI ABUSI SESSUALI

Gli abusi sessuali comprendono tutti gli atti e gli atteggiamenti di natura sessuale che possono essere commessi nei confronti di un minore di 18 anni o di una persona vulnerabile.

L'abuso sessuale sarà qualificato come tale se viene eseguito senza violenza, coercizione, minacce o sorpresa. Se l'abuso sessuale è commesso con violenza, coercizione, minaccia o sorpresa, l'abuso sarà qualificato come violenza sessuale. Se l'aggressione comporta un atto di penetrazione sessuale di qualsiasi tipo, si tratta di stupro.

QUESTI ABUSI SONO PUNITI AI SENSI DEGLI ARTICOLI 222-22 E SEGUENTI DEL CODICE PENALE.

3. LE VIOLENZE PSICOLOGICHE

Le violenze psicologiche, morali o mentali costituiscono l'insieme degli atti di violenza o di abuso contro una persona vulnerabile senza alcuna violenza fisica diretta. Si caratterizzano per dei comportamenti moralmente aggressivi o violenti nei confronti degli altri, in particolare mediante insulti, ingiurie, manipolazioni, ricatti o molestie. Tali violenze possono essere compiute anche nell'ambito spirituale.

QUESTI ABUSI SONO PUNITI AI SENSI DEGLI ARTICOLI 222-13-1 DEL CODICE PENALE.

4. LE VIOLAZIONI DEI BENI

Gli attacchi ai beni di una persona riguardano principalmente i reati relativi al patrimonio di persone mediante appropriazione fraudolenta. Questi abusi possono comprendere, in particolare, l'abuso della debolezza delle persone vulnerabili, le manovre fraudolenti o l'inganno.

LE PENE APPLICABILI SONO PREVISTE AGLI ARTICOLI 223-15-2 DEL CODICE PENALE.

5. LA DISCRIMINAZIONE

Costituisce una discriminazione qualsiasi distinzione tra persone fisiche in base all'origine, al sesso, alla situazione familiare, alla gravidanza, all'aspetto fisico, alla vulnerabilità derivante dalla situazione economica, apparente o nota all'autore del reato, al cognome, al luogo di residenza, allo stato di salute, alla perdita di autonomia, alla disabilità, alle caratteristiche genetiche, ai costumi, all'orientamento sessuale, all'identità di genere, all'età, alle opinioni politiche, alle attività sindacali, alla capacità di esprimersi in una lingua diversa dal francese, l'appartenenza o meno, reale o presunta, a un determinato gruppo etnico, una Nazione, una presunta razza o a una determinata religione.

QUESTI ABUSI SONO PUNITI AI SENSI DELL'ARTICOLO 225-1 DEL CODICE PENALE.

È importante notare che l'adulto non può avvalersi del consenso della vittima per essere esonerato dalla responsabilità penale per qualsiasi reato, delitto o crimine.

SEGNALAZIONE DI ABUSI

"Chiunque sia a conoscenza di un reato sessuale o di un crimine contro un minore o una persona vulnerabile, avvertirà il rettore o il delegato episcopale per la protezione dei minori, il quale si incaricherà di verificare che sia fatta la denuncia prevista dalla legge al procuratore delle Repubblica"

La mancata segnalazione di una persona vulnerabile in pericolo, costituisce un reato ai sensi dell'articolo 434-3 del Codice penale, ossia:

"il fatto che chiunque sia a conoscenza di privazioni, maltrattamenti o abusi sessuali inflitti a un minore o a una persona che non è in grado di proteggere se stessa a causa dell'età, di una malattia, di un'infermità, di una carenza fisica o mentale o di una gravidanza, e non informi le autorità giudiziarie o amministrative o continui a non informare tali autorità fino alla cessazione di tali reati, è punito con la reclusione di tre anni e con la multa di 45.000 euro. Se la mancata comunicazione di informazioni riguarda un reato di cui al primo comma commesso nei confronti di un minore di età inferiore a 15 anni, le pene sono aumentate fino a cinque anni di reclusione e a una multa di 75.000 euro. Salvo che la legge non disponga diversamente, sono esonerati dalle disposizioni precedenti i seguenti soggetti, che sono tenuti al segreto alle condizioni previste dall'articolo 226-13".

La denuncia calunniosa è punibile ai sensi degli articoli dal 226-10 al 226-12 del Codice penale.

Qualsiasi comportamento sospetto e abuso verso una persona minorenni o vulnerabile deve essere segnalato anche alle autorità del Santuario e della diocesi contattando:

- **Il Rettore: Mons. Olivier RIBADEAU DUMAS,**
al +33 (0)5 62 42 79 00
e per mail: rectorat@lourdes-france.com

- **Il P. Giuseppe SERIGHELLI, delegato episcopale per la protezione dei minori e delle persone vulnerabili,**
al +33 (0)7 57 41 18 63
e per mail: deleguepreventionabus@catholique65.fr

Di fronte a una segnalazione di comportamenti sospetti o abusi, il delegato episcopale deve agire senza indugio.

In particolare:

- Nomina due membri della cellula di ascolto diocesana, incaricata di accogliere e ascoltare la persona che si è fatta avanti.
- Egli deve applicare le norme approvate dalla Conferenza Episcopale di Francia pubblicate nel Bollettino Ufficiale n. 60ter del CEF del 9 ottobre 2018.
- Se le implicazioni riguardano un membro che si presume sia il garante del rispetto di queste regole, sarà sempre possibile fare appello al vescovo responsabile del santuario o all'arcivescovo metropolitano di Tolosa.

I SACERDOTI

"I sacerdoti che svolgono un ministero nei santuari devono avere il cuore impregnato di misericordia; il loro atteggiamento dev'essere quello di un padre (...). La parola chiave che desidero sottolineare con voi è accoglienza: accogliere i pellegrini. Con l'accoglienza, per così dire, "ci giochiamo tutto". Un'accoglienza affettuosa, festosa, cordiale, e paziente"

(Papa Francesco, discorso agli operatori di pellegrinaggi e rettori dei santuari, 21 gennaio 2016).

Alcuni elementi di vigilanza vi aiuteranno, fratelli sacerdoti, a vivere meglio il vostro ministero a Lourdes. Essi integrano le norme generali per la protezione dei minori e delle persone vulnerabili.

- Prestate attenzione al vostro linguaggio. Si devono evitare inutili curiosità estranee alla cura pastorale.
- Non è consentito accogliere minori o persone vulnerabili in locali riservati ai sacerdoti e in luoghi privati (soprattutto nelle camere).
- Per celebrare il sacramento della riconciliazione, "è importante fare memoria del perdono di Dio, ricordarne la tenerezza, rigustare la pace e la libertà che abbiamo sperimentato. Perché questo è il cuore della confessione: non i peccati che diciamo, ma l'amore divino che riceviamo e di cui abbiamo sempre bisogno". (Papa Francesco, *Celebrazione penitenziale*, 29 marzo 2019).

In questo contesto, il confessore autorizzato, veglierà affinché:

- Utilizzare sempre dei confessionali o dei luoghi visibili agli altri in modo da preservare la necessaria discrezione.
- Non fare domande indelicate riguardanti l'intimità di una persona.
- Consigliare in coscienza senza colpevolizzare o manipolare.
- Non rimanere rinchiuso con il penitente per un periodo di tempo eccessivo.

- Il sacerdote che riceve l'informazione che una persona ha subito in passato o sta attualmente subendo abusi, deve:
 - se è nell'ambito del dialogo interpersonale: assicurarsi che la persona riceva l'aiuto necessario e informare il delegato episcopale o il rettore del santuario. In conformità alle linee guida della CEF (Conferenza Episcopale Francese), le autorità giudiziarie devono essere informate.
 - se è nell'ambito della confessione, il segreto si applica pienamente. Rimane la necessità di fornire l'assistenza necessaria alla vittima, in particolare invitando i bambini a chiamare il 119 e gli adulti a chiamare il 3949.
 - È sempre possibile indicare a una persona attratta dai bambini, il numero di telefono istituito dalla "Federazione Francese dei Centri di Risorse per gli operatori presso gli Autori di Violenze Sessuali" (Fédération Française des centres de Ressources pour les Intervenants auprès d'Auteurs de Violences Sexuelles) (FFCRIAIVS): 0 806 231 063

GLI HOSPITALIERS

Dal 1885, gli hospitaliers lavorano per accogliere i pellegrini a Lourdes, soprattutto i malati, i disabili o i pellegrini isolati, e per facilitare il loro pellegrinaggio. È per questo motivo che sono stati fondati, oltre che per trasmettere il messaggio di Lourdes e per aiutare durante le grandi celebrazioni del Santuario (art. 2 degli statuti dell'HNDL).

L'attenzione e il rispetto per le persone sono quindi al centro della loro missione. Questa missione di accoglienza dei pellegrini è particolarmente sensibile alle piscine, che sono un luogo eminente di preghiera, di pace e di guarigione nel Santuario. Le piscine dovrebbero essere un luogo dove l'attenzione per gli altri e la delicatezza sono ancora più marcate che altrove perché le persone vi si recano in segno di devozione, con tutte le loro speranze, aspettative, fragilità e vulnerabilità.

Pertanto, oltre alle norme generali stabilite per la protezione dei minori e delle persone vulnerabili, gli hospitaliers dovranno essere tenuti a:

- Seguire una formazione specifica sul rispetto e il trattamento adeguato delle persone che accompagnano i minori e le persone vulnerabili, che sarà proposta nell'ambito della formazione HNDL.
- Garantire la sicurezza e vigilare sul rispetto e il pudore di ogni pellegrino nel suo approccio di fede alle Piscine.
- Astenersi da qualsiasi gesto o comportamento indegno nei confronti dei minori e delle persone vulnerabili.
- Firmare il foglio di presenza delle piscine per esprimere il loro impegno per la protezione e il rispetto della persona a tutti i volontari con questa formula: "Mi impegno ad accompagnare spiritualmente e moralmente, ad assicurare la sicurezza e a rispettare, con modestia, ogni pellegrino nel suo cammino di fede alle Piscine. Mi impegno a comportarmi in modo appropriato nei confronti dei minori e delle persone vulnerabili".
- Bagnare i minori nel luogo e con le sole persone che saranno state designate a questo scopo dal/la responsabile delle piscine.
- Ammettere di aver preso conoscenza di questa carta e aderirvi.

I GIOVANI

"Accompagnare i giovani significa accoglierli, motivarli, e stimolarli. Ciò implica che i giovani siano guardati con comprensione, stima e affetto, e che non li si giudichi continuamente o si esiga da loro una perfezione che non corrisponde alla loro età. Gli accompagnatori non dovrebbero guidare i giovani come se questi fossero seguaci passivi, ma camminare al loro fianco, consentendo loro di essere partecipanti attivi del cammino. Dovrebbero rispettare la libertà che fa parte del processo di discernimento di un giovane, fornendo gli strumenti per compierlo al meglio". (Papa Francesco, Esortazione post-sinodale Christus Vivit ai giovani n. 243 e 246, 25 marzo 2019).

Alla maniera di Cristo, il primo educatore, i responsabili dei giovani si impegnano a rispettare la libertà e la dignità di coloro che sono loro affidati. Pertanto, chiediamo ai responsabili di essere particolarmente attenti:

- Ad assumere un atteggiamento positivo e rispettoso dell'intimità dei giovani in ogni circostanza.
- Ad assumere un rapporto adeguato con i giovani.
- Ad osservare una giusta distanza fisica evitando i contatti inappropriati e che potrebbero essere mal interpretati.
- A garantire un'equa distanza psicologica facendo attenzione a non esercitare un'indebita influenza sul giovane.
- Ad avere un comportamento appropriato evitando ogni ricatto o pressione affettiva.
- Ad individuare qualsiasi situazione delicata o ambigua che possa mettere in pericolo i giovani (tra giovani stessi, o tra adulti e giovani) e informare il responsabile nel più breve tempo possibile. La diffusione di immagini erotiche o pornografiche è totalmente vietata.
- A lavorare in gruppo per cercare di migliorare il modo di fare e di essere, sviluppando anche uno sguardo critico sulla propria condotta personale e quella degli altri.

Su dei punti più precisi:

- Comunicazione: l'adulto avrà cura di porsi come tale nell'uso dei vocaboli, sia nel linguaggio scritto (SMS, social network), sia in quello orale. Si preoccuperà di non comunicare in orari irragionevoli o su argomenti personali e intimi.
- Luoghi: non stare in uno spazio chiuso, senza visibilità, con un giovane, come in un'auto, in una tenda, in una toilette, in una stanza, in un luogo di accompagnamento o un confessionale chiuso...
- Pernottamenti: un adulto non dormirà da solo con dei giovani. Diversi adulti devono essere presenti per garantire che i pernottamenti si svolgano senza intoppi.

PARAGRAFI SPECIFICI PER IL VILLAGGIO DEI GIOVANI

Tutte le norme enunciate precedentemente a riguardo del Santuario di Lourdes sono valide anche per il Villaggio dei giovani, che ne fa integralmente parte. A quelle si aggiungono alcune indicazioni più specifiche.

Vigilanza e trattamento positivo:

- Il comportamento anomalo di un bambino, potenzialmente rivelatore di un malessere, merita l'attenzione e la vigilanza degli accompagnatori.
- Gli adulti devono prevenire, notare e denunciare qualsiasi tentativo di discriminazione, molestia, racket, ecc. tra minori. Gli adulti devono fare attenzione all'isolamento o all'esclusione di certi minori da parte dei loro coetanei: queste situazioni possono essere indicative di difficoltà più gravi.
- Gli adulti sono incoraggiati a dare un esempio di abbigliamento decente per i giovani.
- Se un giovane è portato in infermeria, gli sarà inviato di volta in volta un adulto dello stesso sesso per avere sue notizie o per fargli compagnia e, per quanto è possibile, accompagnato anche da altri giovani o adulti.
- L'esercizio dell'autorità a favore di un gruppo di giovani si basa anzitutto su un'attenzione profondamente benevola. Laddove devono essere adottate misure sanzionatorie, queste dovranno essere temporanee e giustamente proporzionate. Queste devono rispettare l'integrità fisica e morale dei minori, la loro dignità e la loro intimità. Non devono mai consistere in punizioni corporali e va assolutamente evitato che possano essere vissute come umiliazioni.

I servizi igienici:

- Gli animatori supervisorici devono assicurarsi che l'andirivieni alle docce e ai servizi igienici non autorizza un abbigliamento indecente; si assicurano anche che non ci sia mescolanza in quei luoghi e lungo il tragitto.
- Indipendentemente dalla loro età, i minorenni devono potersi fare la doccia da soli. Un adulto non apre mai la porta della doccia a un minore, se non in caso di comprovata emergenza e in presenza di terzi. Se è necessario lavare un minore o una persona vulnerabile (ad es. un disabile, un ferito), l'adulto viene scelto in accordo con il giovane interessato ed è accompagnato anche da un'altra persona scelta, ugualmente d'intesa, con il giovane interessato.
- Qualora avessero accesso agli stessi servizi igienici dei minori, gli adulti che accompagnano i giovani si impegnano a prendere la doccia in orari diversi da quelli dei giovani.

Camere e dormitori:

- Gli animatori, che provvedono al riposo, alla buona intesa e alla sicurezza dei giovani, dormono in zone separate dai minori. Tuttavia, la disposizione dei locali deve permettere la sorveglianza dei minori in ogni circostanza. I giovani, se necessario, devono poter contare sulla disponibilità dei loro accompagnatori a qualsiasi ora della notte.
- Le camerate devono essere organizzate per gruppi omogenei di età.
- Si avrà cura di separare i dormitori delle ragazze da quelli dei ragazzi (piano o edificio separato); questa non mescolanza di luoghi di riposo è richiesta anche per le aree di campeggio: le tende non sono da mescolarsi.
- Per garantire la privacy del minore e per rispettare lo spazio di tutti, si richiede di non spostare i letti nei dormitori o nelle camere dei giovani. L'adulto farà attenzione ad entrare nei dormitori o nelle stanze solo in caso di assoluta necessità (tenendo sempre la porta aperta). Abituamente, starà in piedi sulla porta.
- Le stanze degli adulti non sono in alcun modo un luogo di passaggio o di riunione o incontro per i minori. In nessun caso è permesso che un minore vi entri o vi sia ricevuto.

IMPEGNO DEI SACERDOTI

Io sottoscritto, (nome)

(cognome)

(diocesi o congregazione)

dichiaro di aver preso conoscenza della carta e dell'impegno del Santuario Nostra Signora di Lourdes per la protezione dei minori e delle persone vulnerabili. L'approvo e m'impegno a seguirla fedelmente.

- Sono informato e acconsento al trattamento dei miei dati personali da parte del Santuario di Nostra Signora di Lourdes in conformità alle norme applicabili alla protezione dei dati personali. Sono informato che ho il diritto di accedere, di rettificare, di cancellare, di limitare, di trasferire e di oppormi a riguardo dei miei dati personali, nonché il diritto di presentare un reclamo all'autorità competente in materia di dati personali.*

Data

Firma

IMPEGNO DEI RESPONSABILI DEI GIOVANI

Io sottoscritto, (nome)

(cognome)

(responsabile del gruppo)

dichiaro di aver preso conoscenza della carta e dell'impegno del Santuario Nostra Signora di Lourdes per la protezione dei minori e delle persone vulnerabili. L'approvo e m'impegno a seguirla fedelmente.

- Sono informato e acconsento al trattamento dei miei dati personali da parte del Santuario di Nostra Signora di Lourdes in conformità alle norme applicabili alla protezione dei dati personali. Sono informato che ho il diritto di accedere, di rettificare, di cancellare, di limitare, di trasferire e di oppormi al trattamento dei miei dati personali, nonché il diritto di presentare un reclamo all'autorità competente in materia di dati personali.*

Data

Firma

IMPEGNO DEI VOLONTARI

Io sottoscritto, (nome).....
(cognome)

dichiaro di aver preso conoscenza della carta e dell'impegno del Santuario Nostra Signora di Lourdes per la protezione dei minori e delle persone vulnerabili. L'approvo e m'impegno a seguirla fedelmente.

- Sono informato e acconsento al trattamento dei miei dati personali da parte del Santuario di Nostra Signora di Lourdes in conformità alle norme applicabili alla protezione dei dati personali. Sono informato che ho il diritto di accedere, di rettificare, di cancellare, di limitare, di trasferire e di oppormi al trattamento dei miei dati personali, nonché il diritto di presentare un reclamo all'autorità competente in materia di dati personali.*

Data

Firma

Weihbischof Antoine Hérouard
Apostolischer Delegat ad nutum für die Wallfahrtsstätte von Lourdes

*Damit die Pilger eine authentische menschliche und geistliche Erfahrung im Marienheilig-
 tum von Lourdes unter vollen Schutz erleben können*

*Damit dieses Erlebnis vor Missbrauch und Gewalt gegen Minderjährige und schutzbedürf-
 tige Personen geschützt wird,*

*Da sexuelle Übergriffe und Misshandlungen von Minderjährigen und schutzbedürftigen
 Personen zugleich unerträglich und unannehmbar sind, indem sie die Opfer zerbrechen,
 und die, wenn sie von Geistlichen oder Laien begangen werden, die in der Kirche tätig sind,
 zerstörerische Auswirkungen auf die Kirchengemeinde und die Zivilgesellschaft haben,*

verfüge ich

- Art. 1. Dass diese Normen für alle Mitarbeiter (Priester, Ordensleute, Ordensleute, Hospitalites, Laien und Freiwillige) gelten, die in der Wallfahrtsstätte von Lourdes entweder dauerhaft oder während der Zeit ihrer Pilgerreise beschäftigt sind.
- Art. 2. Rund um den bischöflichen Delegaten wird ein Team von Ratgebern und Sachverständigen eingesetzt, um bei unangemessenem Verhalten einzugreifen.
- Art. 3. Die diesem Dekret beigefügten Richtlinien (Charta) sind maßgebend zum Schutz von Minderjährigen und schutzbedürftigen Personen, um Missbrauch zu verhindern und ein rasches und wirksames Handeln bei der Beurteilung von Situationen moralischen Fehlverhaltens zu ermöglichen.
- Art. 4. Jeder der an der Wallfahrtsstätte einen Dienst ausüben möchte, muss sich den Ansprüchen dieser Charta unterziehen.
- Art. 5. Gemäß den Bestimmungen dieser Richtlinien muss jeder, der Kenntnis vom Missbrauch einer minderjährigen oder schutzbedürftigen Person hat, unter Beachtung der Französischen Rechtsvorschriften die Taten dem bischöflichen Delegaten oder dem Rektor des Heiligtums oder dem zuständigen Bischof vorbehaltlich der Bestimmungen des Motu proprio Vos estis lux mundi art. 3 und 4 sowie den allgemeinen Rechtsnormen melden.
- Art. 6. Diese Normen werden unbeschadet des französischen Rechts, insbesondere der möglichen Meldepflichten gegenüber den zuständigen Zivilbehörden, festgelegt.
- Art. 7. Der Bischöfliche Delegat ist für die Anwendung dieser Normen verantwortlich.
- Art. 8. Diese Normen sind ad experimentum für ein Jahr approbiert und treten mit diesem Tag in Kraft.

Erlassen zu Lourdes am 11, Februar 2020



+ Weihbischof Antoine Hérouard

ALLGEMEINE REGELN

Die Wallfahrtsstätte von Lourdes möchte jedem Pilger und Besucher einen menschlichen und geistlichen Rahmen bieten, der Brüderlichkeit und Respekt für die Menschen fördert. Das Heiligtum will die Botschaft des Evangeliums beherzigen: *„was ihr für einen meinen geringsten Brüder getan habt, das habt ihr mir getan“* (vgl. Mt 25,40). Die Verantwortung für das Wohlergehen jedes Einzelnen ist unsere treibende Kraft

Ein *schutzbedürftiger Mensch* ist eine Person, die sich aufgrund ihres Alters (Kind, Minderjährige bis zum 18. Lebensjahr, Erwachsene), einer vorübergehenden oder dauerhaften Behinderung oder andere Umstände, in einem Zustand der Krankheit, der körperlichen oder psychischen Behinderung oder des Entzugs der persönlichen Freiheit befindet, die in der Tat, selbst gelegentlich, seine Fähigkeit einschränken, einen Amtsmissbrauch oder Machtmissbrauch – einschließlich spiritueller Natur - , einen Vertrauensmissbrauch oder einen körperlichen Missbrauch zu verstehen oder ihm einzuwilligen.

Alle die in der Wallfahrtsstätte eine pastorale Verantwortung tragen, müssen die notwendige Umsicht in ihrer Sprache, bei körperlichen Kontakten, in ihrem Blick und darüber hinaus in ihrem Verhalten gegenüber diesen Menschen haben.

Alle Mitarbeiter der Wallfahrtsstätte und der Hospitalite Unserer Lieben Frau von Lourdes, werden aufgefordert, überall Maßnahmen zu unterstützen, die das Wohlergehen von Minderjährigen und schutzbedürftigen Menschen begünstigen.

Da die Kulturen unterschiedlich sind, wird hier zugrunde gelegt, was von allen verlangt wird, die einen Dienst an der Wallfahrtsstätte und der Hospitalite Unserer Lieben Frau von Lourdes leisten:

Verhalten:

- Zeigen Sie gegenüber allen in gleicher Weise Ihr Wohlwollen.
- Respektieren Sie eine angemessene Umgangsformen und suchen Sie nicht nach Zeichen der Zuneigung.
- Verzichten Sie auf jede anzügliche Freundschaft mit Kindern, Jugendlichen oder schutzbedürftigen Menschen.

- Halten Sie sich nicht mit einer minderjährigen oder schutzbedürftigen Person in einem Zimmer mit geschlossener oder undurchsichtiger Tür allein auf. Wenn die Betreuung einer Person dies erfordert, ist es unumgänglich, an hierzu Verantwortliche zu verweisen.
- Im Bereich der Wallfahrtsstätte ist es strengstens verboten, Alkohol oder eine illegale Substanz zu besitzen, darüber hinaus davon zu konsumieren oder zum Konsum anzuhalten.
- Respektieren Sie die Regeln der Wallfahrtsstätte und der Hospitalite im Umgang mit dem Internet oder dem WiFi-Netzwerk des Heiligtums. Das Herunterladen von Dateien aus dem Internet, die nichts mit dem Dienst zu tun haben, ist untersagt.

Sprache:

- Verwenden Sie in Ton, Wort und Ausdruck eine den Menschen angemessene Sprache, ohne jegliche Diskriminierung, einschließlich der sozialen Herkunft, der körperlichen Erscheinung, der Religion, der ethnischen Zugehörigkeit oder der sexuellen Orientierung.

Körperlicher Kontakt:

- Die Wallfahrtsstätte von Lourdes ist ein Ort, wo Menschen mit Behinderungen oder Krankheiten oft nach Zeichen der Zuneigung und Menschlichkeit suchen. Es wäre gewiss unbarmherzig, sie auszuschlagen.
- Es ist jedoch darauf zu achten, solche Gesten nicht zu ermutigen und darauf mit Sensibilität zu reagieren und zugleich die Freiheit der Minderjährigen und der schutzbedürftigen Person uneingeschränkt zu achten.
- Seien Sie besonders achtsam und wachsam, wenn diese Kontakte während der Durchführung der Pflege oder bei der Durchführung von Dienstleistungen innerhalb oder außerhalb der Bäder, am Bahnhof oder am Flughafen oder im Heim stattfinden. Der größte Respekt für die Würde der Person ist die Regel, die immer zu respektieren ist.
- Einzelne Menschen sind aufgrund ihrer Behinderung nicht in der Lage, den Charakter der ergriffenen Handlungen zu beurteilen. Aufgrund dessen hat das Betreuungspersonal ganz besonderes wachsam zu sein. Wenn eine Person, die eines Teils oder ihres gesamten

Urteilvermögen beraubt ist, eine verwerfliche Handlung in dem Sinne begeht, wie dies die Charta beabsichtigt, ist es wichtig, die Informationen dem Delegat der Wallfahrtsstätte oder dem Rektor anzuzeigen, sich um das Opfer zu kümmern und sie mit dem Urheber zu besprechen. Gegebenenfalls sollten die Justizbehörden informiert werden, da der Bericht den Sachverhalt und nicht den Täter betrifft und er darauf abzielt die Opfer zu schützen.



DAS FRANZÖSISCHE RECHT

Angesichts der Internationalität des Ortes ist es wichtig, darauf aufmerksam zu machen, dass in der Wallfahrtsstätte von Lourdes französisches Recht gilt.

Die Charta, die im Interesse des Schutzes schutzbedürftiger Personen erstellt wurde, soll das gemeinsame Recht nicht ersetzen. Sie verdeutlicht, wie dieses Recht im Auftrag der Kirche im Interesse der Schwächsten eingesetzt werden kann. Rufen wir uns, ohne gänzlich vollständig zu sein, die wichtigsten Maßgaben des französischen Rechts, die die Bürgerinnen und Bürger und insbesondere die Schwächsten schützen in Erinnerung.

1. KÖRPERLICHE GEWALT

Körperliche Gewalt sind alle Taten, die sich aus der Anwendung von Gewalt oder körperlicher Nötigung gegen eine schutzbedürftige Person ergeben. Dies kann jede Verletzung der körperlichen Unversehrtheit von Personen, Handlungen des Missbrauchs, der Körperverletzung, der Folter, der Behinderung oder Bedrohung mit oder ohne den Einsatz einer Waffe mit sich bringen und unbeschadet, ob dies oder nicht zu einer Arbeitsunfähigkeit geführt hat. SIE WERDEN NACH DEN ARTIKELN 222-7 UND FOLGENDEN DES STRAFGESETZBUCHS BESTRAFT.

2. SEXUELLER MISSBRAUCH

Sexueller Missbrauch umfasst das Gesamt aller sexuellen Handlungen und Grundhaltungen, die gegen einem Minderjährigen bis zu 18 Jahren oder einer schutzbedürftigen Person ausgeübt werden können. Sexueller Missbrauch wird als sexueller Übergriff eingestuft, wenn er ohne Gewalt, Nötigung, Bedrohung oder Überrumpelung verübt wird. Wenn der sexuelle Übergriff mit Gewalt, Nötigung, Bedrohung oder Überraschung begangen wird, wird der Missbrauch als sexuelle Gewalt eingestuft. Wenn der Übergriff einen Akt der sexuellen Penetration jeglicher Art beinhaltet, handelt es sich um Vergewaltigung. DIESE MISSBRÄUCHE WERDEN NACH DEN ARTIKELN 222-22 UND FOLGENDEN DES STRAFGESETZBUCHS BESTRAFT.

3. SEELISCHE GEWALT

Seelische Gewalt, moralische oder psychische Gewalt umfasst das Gesamt aller Gewalthandlungen oder des Missbrauchs gegenüber einer schutzbedürftigen Person, ohne dass körperliche Gewalt direkt eingesetzt wird. Sie zeichnet sich durch moralisch aggressives oder gewalttätiges Verhalten gegenüber anderen aus, einschließlich Beleidigungen, Beschimpfungen, Manipulationen, Erpressung oder Mobbing. Solche Gewalt kann auch im geistlichen Bereich ausgeübt werden. DIESE MISSBRÄUCHE WERDEN NACH DEN ARTIKELN 222-13-13-1 DES STRAFGESETZBUCHS BESTRAFT.

4. SACHSCHÄDEN

Verstöße gegen das Vermögen einer Person richten sich im Wesentlichen gegen Straftaten, die das Eigentum von Personen durch betrügerische Aneignung betreffen. Diese Vergehen können insbesondere als Untreue gegenüber schutzbedürftigen Personen, zu betrügerische Machenschaften oder Betrugsdelikten angehoben werden. DIE ANWENDBAREN STRAFEN SIND IN DEN ARTIKELN 223-15-2 DES STRAFGESETZBUCHES, 313-1 DES STRAFGESETZBUCHES ODER 312-1 DES STRAFGESETZBUCHES VORGESEHEN.

5. DIE DISKRIMINIERUNG

Stellt eine Diskriminierung zwischen natürlichen Personen aufgrund ihrer Herkunft, ihres Geschlechts, ihre Verletzlichkeit infolge ihrer wirtschaftlichen Lage, verwandt oder bekannt mit einem Straftäter, ihres Familiennamens, ihres Gesundheitszustandes, ihres Verlust der Autonomie, ihrer Behinderung, ihrer genetischen Merkmale, ihrer Sitten, ihrer sexuellen Orientierung, ihrer Geschlechtsidentität, ihres Alter, ihrer politischen Ansichten, ihrer gewerkschaftspolitischen Tätigkeiten, ihrer die Fähigkeit, sich in einer anderen Sprache als Französisch auszudrücken, ihre wahre oder vermutete Zugehörigkeit oder Nichtzugehörigkeit zu einer ethnischen Gruppe, einer Nation, einer sogenannte Rasse oder eine bestimmten Religion. DIESE VERGEHEN WERDEN NACH ARTIKEL 225-1 DES STRAFGESETZBUCHES GEAHNDET.

Als bedeutsam ist hervorzuheben, dass der Vergewaltiger sich nicht auf das Einverständnis des Opfers berufen kann, um sich seiner strafrechtlichen Verantwortung zu entziehen und dies gilt für jegliche Straftaten, Vergehen oder Verbrechen.

MELDUNG EINES SEXUELLEN MISSBRAUCHS

Jeder der in Kenntnis eines Verbrechens oder einer Straftat sexueller Art an einer minderjährigen oder schutzbedürftigen Person ist, ist gesetzlich verpflichtet, sich bei der Polizei oder beim Staatsanwalt der Republik zu melden (0)5 62 51 77 00 - 6 bis, Rue du Marschall Foch - 65000 Tarbes.

Die Unterlassen der Meldung einer gefährdeten schutzbedürftigen Person ist eine Straftat nach Artikel 434-3 des Strafgesetzbuches, zur Kenntnisnahme:

Die Tatsache, dass jedwede Person, die Kenntnisse hat über Benachteiligung, Misshandlung oder sexueller Übergriffe oder über Missbrauchs gegen Minderjährige oder Personen, die aufgrund ihres Alters, ihrer Krankheit, körperlicher oder psychischer Mängel oder Schwangerschaft nicht in der Lage sind, sich selbst zu schützen, die Justiz- oder Verwaltungsbehörden nicht darüber informieren oder diese Behörden nicht darüber hinaus informieren, weil diese Straftaten nicht aufgehört haben, ist mit drei Jahren Gefängnis und und eine Geldstrafe von 45.000 Euro zu bestrafen. Bezieht sich der Mangel an Informationen auf eine im ersten Absatz genannte Straftat, die gegen einen 15-jährigen Minderjährigen begangen wurde, so werden die Strafen auf fünf Jahre Haft und die Geldstrafe auf 75.000 Euro erhöht. Sofern das Gesetz nichts anderes vorsieht, sind zur Geheimhaltung verpflichtete Personen, gemäß Artikel 226-13 von den Bestimmungen ausgenommen.

Die verleumderische Denunziation wird durch die Artikel 226-10 bis 226-12 des Strafgesetzbuches geahndet.

Jedes verdächtige Verhalten und jeder Missbrauch gegenüber einer minderjährigen oder schutzbedürftigen Person muss in gleicher Weise den Autoritäten der Wallfahrtsstätte und der Diözese gemeldet werden, indem Sie sich an folgende Personen wenden:

- **Der Rektor: Msgr. Olivier RIBADEAU DUMAS,**
unter +33 (0)5 62 42 79 00
und durch Email: rectorat@lourdes-france.com

- **Le P. Giuseppe SERIGHELI, Bischöflich Beauftragter zum Schutz Minderjähriger und schutzbedürftiger Menschen,**
unter +33 (0)7 57 41 18 63
und durch Email: deleguepreventionabus@catholique65.fr

Angesichts einer Meldung über verdächtiges Verhalten oder Missbrauch muss der bischöfliche Delegierte unverzüglich handeln.

Insbesondere:

- Er zieht zwei Mitglieder der diözesanen Anhörungsstelle, die zum Empfang und zur Anhörung von Person verantwortlich sind, hinzu.
- Sie hat die von der französischen Bischofskonferenz am 9. Oktober 2018 im offiziellen Bulletin Nr. 60 der CEF veröffentlichten Standards anzuwenden.
- Wenn die Befragung ein Mitglied betrifft, von dem erwartet wird, dass er ein Garant für die Einhaltung dieser Regeln ist, es wird immer möglich sein, an den für die Wallfahrtsstätte zuständigen Bischof oder den Erzbischof von Toulouse zu appellieren.

DIE PRIESTER

„Die Priester, die an den Wallfahrtsorten Dienst tun, müssen ein Herz voller Barmherzigkeit haben; ihr Verhalten muss das eines Vaters sein. (...) das Schlüsselwort, das ich heute mit euch zusammen herausstellen möchte, lautet Aufnahme: Die Wallfahrer aufnehmen. Mit der Aufnahme »setzen wir alles aufs Spiel«, um es so auszudrücken. Eine liebevolle, festliche, herzliche und geduldige Aufnahme.“
 (Papst Franziskus, Ansprache vor Wallfahrtsdirektoren und Verantwortlichen von Wallfahrten, vom 21. Jan. 2016)

Ein paar Punkte zur Wachsamkeit werden ihnen, den Mitbrüdern, helfen, ihren Dienst in Lourdes besser zu versehen. Sie ergänzen die allgemeinen Vorschriften zum Schutz von Minderjährigen und schutzbedürftigen Personen.

- Achten Sie auf ihre Sprache. Unnötige und der Seelsorge fremde Neugierde sind zu unterlassen.
- Es ist nicht zulässig, Minderjährige oder schutzbedürftige Personen in den Priestern vorbehaltenen Räumen und an privaten Orten (insbesondere in Schlafzimmern) zu empfangen.
- Zur Feier des Sakramentes der Versöhnung, „istes wichtig, der Vergebung Gottes zu gedenken, sich an deren Zärtlichkeit zu erinnern, deren Frieden und Freiheit wieder zu kosten, die wir erfahren haben. Denn das ist der Kern der Beichte: nicht die Sünden, die wir sagen, sondern die göttliche Liebe, die wir empfangen und der wir stets bedürfen.“
 (Papst Franziskus, Homilie Bußfeier 29. März 2019)

In diesem Zusammenhang hat der befugte Beichtvater darauf zu achten:

- Benutzen Sie immer die Beichtstühle oder Orte, die für andere, vorausgesetzt sie bewahren die notwendige Diskretion, sichtbar sind.
- Stellen Sie keine indiskreten Fragen welche die Privatsphäre der Person berühren.
- Beraten sie zur Gewissenserforschung, ohne zu beschuldigen oder zu manipulieren.
- Bleiben Sie nicht mit dem Büsser über eine unverhältnismäßige Zeitspanne eingeschlossen.

- Ein Priester, der die Information erhält, dass eine Person in der Vergangenheit oder gegenwärtig missbraucht wurde, muss:
 - wenn dies im Rahmen des zwischenmenschlichen Gesprächs geschieht: stellen Sie sicher, dass die Person die erforderliche Hilfe erhält und benachrichtigen Sie den bischöflichen Delegierten oder den Rektor des Heiligtums. Gemäß den Leitlinien der CEF (Französischen Bischofskonferenz) müssen die Justizbehörden benachrichtigt werden.
 - wenn dies im Rahmen der Beichte geschieht, gilt die Geheimhaltung in vollem Umfang. Bleibt die Notwendigkeit, dem Opfer die notwendige Hilfe zu geben, wobei vor allem ermutigt wird anzurufen, bei Kindern die Telefonnummer 119, bei Erwachsenen die 3949.
 - Es ist stets möglich, einer Person, die sich von Kindern angezogen fühlt, die Telefonnummer, die von der Französischen Föderation der Ressourcenzentren zur Beratung und Unterstützung von Fachleuten im Umgang mit Sexualstraftätern (FFCRIAVS) eingerichtet wurde, zu geben: 0 806 231 063

LES HOSPITALIERS

Seit 1885 befassen sich die freiwilligen Helferinnen und Helfer der Hospitalites damit, Pilger in Lourdes und hierunter vor allem kranke, behinderte oder vereinzelt Pilger willkommen zu heißen und ihnen ihre Pilgerreise zu erleichtern. Sowohl dazu, als auch, um die Botschaft von Lourdes zu verbreiten und bei den großen Feierlichkeiten des Heiligtums zu helfen, wurden sie gegründet (art. 2 der Statuten der HNDL).

Die Achtsamkeit und der Respekt gegenüber der Person des Menschen stehen daher im Mittelpunkt ihres Auftrags. Dieser Auftrag, Pilger willkommen zu heißen, ist ein besonders sensibler in den Bädern, die ein wichtiger Ort des Gebets, des Friedens und der Heilung in der Wallfahrtsstätte sind. Die Bäder (piscines) müssen ein Ort sein, an dem die Achtsamkeit gegenüber dem Anderen und die Behutsamkeit noch ausgeprägter sind als anderswo, da die Menschen dorthin zum Zeichen der Hingabe, mit all ihren Hoffnungen, Erwartungen und Schwächen kommen.

Zusätzlich zu den allgemeinen Normen, die zum Schutz von Minderjährigen und schutzbedürftigen Personen festgelegt wurden, müssen die die freiwilligen Helferinnen und Helfer der Hospitalites:

- an spezifischen Schulungen zum respektvollen Umgang und zur angemessenen Behandlung bei der Begleitung von Minderjährigen und schutzbedürftigen Personen, die im Rahmen der Formation HNDL vorgeschlagen werden, teilnehmen.
- die Sicherheit gewährleisten und über den Respekt und das Schamgefühl gegenüber einem jeden Pilger bei seinem Ausdruck des Glaubens in den Bädern wachen.
- sich unwürdiger Gesten oder Verhaltensweisen gegenüber Minderjährigen und schutzbedürftigen Personen untersagen.
- das Besuchsblatt der Bäder unterzeichnen, um damit ihr Engagement zum Schutz und Respekt der Person durch alle freiwilligen Helfer mit dieser Formel zum Ausdruck zu bringen: „Ich verpflichte mich zur spirituellen und moralischen Begleitung, zur Gewährleistung der Sicherheit und zum Respekt vor dem Schambefühl eines jeden Pilgers bei seinem Glaubensprozess in den Bädern. Ich verpflichte mich zu einem angemessenen Verhalten gegenüber Minderjährigen und schutzbedürftigen Menschen.“
- die Minderjährigen an diesem Ort einzig mit den Personen, die für diesen Zweck durch die/den Verantwortliche(n) der Piscines ernannt wurden, zu baden
- bestätigen, dass Sie diese Charta zur Kenntnis genommen haben und sie befolgen werden.

DIE JUGENDLICHEN

„Die Begleitung junger Menschen ... muss sich verantwortlich fühlen, sie aufzunehmen, zu motivieren, zu ermutigen und zu fördern. Dazu gehört, den jungen Menschen mit Verständnis, Wertschätzung und Zuneigung zu begegnen, und nicht, sie ständig zu beurteilen oder von ihnen zu verlangen, auf eine Weise perfekt zu sein, die ihrem Alter nicht entspricht. Die Begleiter sollten junge Menschen nicht wie passive Anhänger leiten, sondern neben ihnen her gehen und ihnen erlauben, an dieser Reise aktiv teilzunehmen. Sie sollten die Freiheit respektieren, die für junge Menschen zum Prozess der Unterscheidung gehört, und sollten sie mit den entsprechenden Werkzeugen ausrüsten, damit sie es auch gut machen.“

(Papst Franziskus, Nachsynodales Apostolisches Schreiben Christus Vivit an die Jugend §243 et 246, 25. März 2019).

In der Art und Weise von Christus, dem ersten Erzieher, verpflichten sich die Verantwortlichen der Jugendlichen, die Freiheit und Würde der ihnen Anvertrauten zu achten. Daher bitten wir die Verantwortlichen in besonderer Weise darauf zu achten:

- Nehmen Sie eine positive Haltung an und respektieren Sie unter allen Umständen die Privatsphäre junger Menschen.
- Übernehmen Sie ein den jungen Menschen angepasstes Verhältnis.
- Beachten Sie eine angemessene körperliche Distanz, womit Sie unangemessene Kontakte, die möglicherweise falsch verstanden werden, vermeiden.
- Sorgen Sie für eine angemessene psychologische Distanz, indem Sie darauf achten, keine Kontrolle über einen jungen Menschen auszuüben.
- Seien Sie in ihrem Verhalten angemessen, indem Sie jegliche Erpressung oder emotionalen Druck vermeiden.
- Erkunden Sie jede heikle oder unklare Situation, die junge Menschen gefährden könnte (Jugendliche unter sich oder zwischen Erwachsenen und Jugendlichen), und informieren Sie den Verantwortlichen so bald wie möglich. Die Verbreitung von Bildern erotischer oder pornografischer Natur ist absolut verboten.
- Arbeiten Sie im Team, um die Art und Weise des Wirkens und der Wirklichkeit zu verbessern und einen kritischen Blick auf seine persönliche Praxis und die Praxis anderer zu entwickeln. •

Zu spezifischeren Punkten:

- Kommunikationsmittel: Erwachsene haben darauf zu achten, dass sie sich in ihrem Wortschatz, in ihrer schriftlichen Sprache (SMS, soziale Netzwerke) oder in der mündlichen Sprache als Erwachsene darstellen. Sie haben darauf zu achten, nicht zu unzumutbaren Zeiten oder in persönlichen und intimen Angelegenheiten zu kommunizieren.
- Räumlichkeiten: Sich nicht mit einem jungen Menschen in einem verschlossenen Raum, ohne Sicht, so etwa im Auto, im Zelt, auf der Toilette, im Schlafzimmer, in den Räumlichkeiten der Betreuer oder in geschlossenen Beichträumen aufzuhalten
- Übernachtungen: Ein Erwachsener schläft nicht allein mit jungen Menschen. Ein reibungsloser Ablauf der Nächte erfordert die Anwesenheit von mehreren Erwachsenen.

GESONDERTE PARAGRAFEN FÜR DAS JUGENDDORF

Alle oben genannten Maßgaben des Heiligtums von Lourdes gelten auch für das Jugenddorf, das ein integraler Bestandteil davon ist. Hinzu kommen einige gesonderte Anmerkungen.

Wachsamkeit und Entgegenkommen

Das abnormale Verhalten eines Kindes, das möglicherweise auf Unwohlsein hinweist, verdient die Aufmerksamkeit und Wachsamkeit der Betreuer.

Erwachsene müssen jeden Versuch der Diskriminierung, Belästigung, Mobbing usw. zwischen Minderjährigen verhindern, zur Kenntnis nehmen und melden. Erwachsene sollten die Absonderung oder die Isolierung einiger Minderjähriger durch ihre Alterskameraden überwachen: Diese Situationen können auf ernstere Schwierigkeiten hinweisen.

Erwachsene werden aufgefordert vorbildhaft jungen Menschen in angemessener Kleidung zu begegnen.

Wenn ein junger Mensch zur Krankenstation gebracht wird, sollte nach Möglichkeit ein Erwachsener des gleichen Geschlechts, so weit wie möglich in Begleitung anderer Jugendlicher oder Erwachsener mitgehen, um ihm oder ihr zuzuhören oder Gesellschaft zu leisten.

Die Ausübung von Autorität im Namen einer Gruppe junger Menschen beruht in erster Linie auf einer zutiefst wohlwollenden Aufmerksamkeit. Wenn Sanktionen verhängt werden sollen, sollten sie vorübergehend und angemessen verhältnismäßig sein. Letztere müssen die körperliche und moralische Unversehrtheit von Minderjährigen, ihre Würde und ihre Privatsphäre respektieren. Sie dürfen niemals aus körperlicher Züchtigung bestehen und es ist absolut notwendig zu vermeiden, dass sie als Demütigung erfahren werden können.

Sanitäre Einrichtungen

Die beaufsichtigenden Betreuer müssen sicherstellen, dass das Kommen und Gehen zu den Duschen und Toiletten keine unangemessene Kleidung zulässt; Sie sorgen auch für die Geschlechtertrennung an diesen Orten und auf dem Weg dorthin.

Unabhängig vom Alter muss der Minderjährige in der Lage sein, allein zu duschen. Ein Erwachsener öffnet niemals die Tür der Dusche eines Minderjährigen, außer in Fällen eines nachgewiesenen Notfalls und in Anwesenheit einer dritten Person. Wenn es notwendig ist, einen Minderjährigen oder eine schutzbedürftige Person (z. B. behindert, verletzt) zu pflegen, wird der Erwachsene in Absprache mit dem betreffenden Jugendlichen ausgewählt und von einer anderen Person begleitet, die ebenfalls in Absprache mit dem betreffenden Jugendlichen bestimmt wird.

Sollten die die Jugendlichen begleitenden Erwachsenen Zugang zu den gleichen sanitären Einrichtungen wie die Minderjährige haben, verpflichten sie sich, zu anderen Zeiten als die jungen Menschen zu duschen.

Zimmer und Schlafsäle

Die Betreuer, die für die Ruhe, das Auskommen und die Sicherheit junger Menschen sorgen, schlafen in Räumen, die sich von denen der Minderjähriger unterscheiden. Die Anordnung der Räumlichkeiten muss jedoch die Beaufsichtigung von Minderjährigen unter allen Umständen ermöglichen. Junge Menschen müssen im Bedarfsfall zu jeder Zeit der Nacht auf die Verfügbarkeit ihrer Begleiter zählen können.

Die Zimmer müssen nach homogenen Altersgruppen belegt werden.

Es wird darauf geachtet, dass Schlafsäle, die für Mädchen reserviert sind, in geeigneter Weise von denen getrennt werden, die für Jungen reserviert sind (Etage oder separates Gebäude); Diese Nicht-Vermischung der Schlafplätze ist auch für Campingplätze erforderlich: Zelte sind nicht gemischt zu belegen.

Um die Privatsphäre des Minderjährigen zu gewährleisten und den Bereich eines jeden zu respektieren, wird gebeten, die Betten in den Schlafsälen oder in den Zimmern der Jugendlichen nicht zu verschieben. Eine erwachsene Person wird gewährleisten, dass sie die Schlafsäle oder Zimmer nur im Falle absoluter Notwendigkeit betritt (und dabei die Tür immer geöffnet lässt). Normalerweise bleibt sie an der Türschwelle stehen.

Die Zimmer der Erwachsenen sind in keiner Weise ein Durchgangsort oder Treffpunkt für Minderjährige. Es ist unter keinen Umständen gestattet, dass ein Minderjähriger dort eintritt oder empfangen wird.

VERPFLICHTUNGSERKLÄRUNG DER PRIESTER

Ich, der Unterzeichnende (Vorname)

(Name)

(Diözese oder Ordensgemeinschaft)

erkläre, dass ich die Richtlinien (Charta) und das Engagement der Wallfahrtsstätte Unserer Lieben Frau von Lourdes für den Schutz von Kindern und schutzbedürftigen Personen zur Kenntnis genommen habe. Ich stimme ihnen zu und verpflichte mich, sie treu zu befolgen.

- Ich bin darüber hinaus informiert und stimme dem zu, dass meine personenbezogenen Daten von der Wallfahrtsstätte Unserer Lieben Frau von Lourdes in Übereinstimmung mit den Vorschriften zum Schutz personenbezogener Daten verarbeitet werden. Mir wurde mitgeteilt, dass ich das Recht auf Zugang, Berichtigung, Löschung, Einschränkung, Übertragbarkeit, Widerspruch gegen meine personenbezogenen Daten, aber auch das Recht habe, einen Anspruch auf personenbezogene Daten bei der zuständigen Behörde geltend zu machen.*

Datum

Unterschrift

VERPFLICHTUNGSERKLÄRUNG VON VERANTWORTLICHEN FÜR DIE JUGEND

Ich, der Unterzeichnende (Vorname)

(Name)

(Verantwortliche der Gruppe)

erkläre, dass ich die Richtlinien (Charta) und das Engagement der Wallfahrtsstätte Unserer Lieben Frau von Lourdes für den Schutz von Kindern und schutzbedürftigen Personen zur Kenntnis genommen habe. Ich stimme ihnen zu und verpflichte mich, sie treu zu befolgen.

- Ich bin informiert und stimme dem zu, dass meine personenbezogenen Daten von der Wallfahrtsstätte Unserer Lieben Frau von Lourdes in Übereinstimmung mit den Vorschriften zum Schutz personenbezogener Daten verarbeitet werden. Mir wurde mitgeteilt, dass ich das Recht auf Zugang, Berichtigung, Löschung, Einschränkung, Übertragbarkeit, Widerspruch gegen meine personenbezogenen Daten, aber auch das Recht habe, einen Anspruch auf personenbezogene Daten bei der zuständigen Behörde geltend zu machen.*

Datum

Unterschrift

FREIWILLIGES ENGAGEMENT

Ich, der Unterzeichnende (Vorname)

(Name)

(Verantwortliche der Gruppe)

erkläre, dass ich die Richtlinien (Charta) und das Engagement der Wallfahrtsstätte Unserer Lieben Frau von Lourdes für den Schutz von Kindern und schutzbedürftigen Personen zur Kenntnis genommen habe. Ich stimme ihnen zu und verpflichte mich, sie treu zu befolgen.



Ich bin informiert und stimme dem zu, dass meine personenbezogenen Daten von der Wallfahrtsstätte Unserer Lieben Frau von Lourdes in Übereinstimmung mit den Vorschriften zum Schutz personenbezogener Daten verarbeitet werden. Mir wurde mitgeteilt, dass ich das Recht auf Zugang, Berichtigung, Löschung, Einschränkung, Übertragbarkeit, Widerspruch gegen meine personenbezogenen Daten, aber auch das Recht habe, einen Anspruch auf personenbezogene Daten bei der zuständigen Behörde geltend zu machen.

Datum

Unterschrift

Mgr Antoine Hérouard
Afgevaardigde ad nutum voor het Heiligdom van Lourdes

*Opdat de bedevaarders een authentieke menselijke en spirituele ervaring zouden kunnen beleven in het Mariaheiligdom van Lourdes, in alle veiligheid,
 Opdat deze ervaring beschermd zou zijn tegen misbruik en elke vorm van geweldpleging ten aanzien van minderjarigen en kwetsbare personen,
 Vermits aantasting en seksueel misbruik ten aanzien van minderjarigen en kwetsbare personen ontoelaatbare en onaanvaardbare handelingen zijn die een schending zijn voor de personen die er slachtoffer van zijn, en die – wanneer ze gepleegd worden door clerici of geëngageerde leken in de schoot van de Kerk een vernietigende impact hebben met de kerkelijke gemeenschap en op de burgerlijke samenleving,*

kondig ik bij decreet af

- Art. 1 Dat de huidig gestelde normen van toepassing zijn voor allen die werkzaam zijn in het Heiligdom van Lourdes (priesters, mannelijke en vrouwelijke religieuzen, hospitaliers, leken in loondienst en vrijwillige medewerkers), zowel wanneer dit op duurzame wijze is als tijdens de periode van hun bedevaart.
- Art. 2. Dat er aan de zijde van de bisschoppelijke afgevaardigde een advies- en beslissingsgroep wordt opgericht die belast wordt om de opdracht om tussenbeide te komen ingeval van onaangepast gedrag.
- Art. 3. Dat het charter, die als bijlage bij dit decreet gevoegd wordt, als norm geldt voor de bescherming van de minderjarigen en kwetsbare personen, met het oog op de preventie van elke vorm van misbruik en met het doel dat er snel en werkdadig gehandeld kan worden in de beoordeling van situaties van moreel wangedrag.
- Art. 4. Dat iedereen die een dienstwerk wenst uit te oefenen in het Heiligdom zich zal dienden te onderwerpen aan de toetsingen die door dit charter voorzien worden. .
- Art. 5. Dat – overeenkomstig de bepalingen van dit charter – iedereen die weet heft van misbruik ten aanzien van een minderjarige of een kwetsbare persoon, deze feiten – in achtneming van de regels van de Franse wetgeving – dient te melden aan de bisschoppelijke afgevaardigde of aan de Rector van het Heiligdom of aan de bisschop, met inachtneming van de bepalingen van de Motu proprio *Vos estis lux mundi*, art. 3 et 4, alsook van de algemene rechtsnormen..
- Art. 6. Dat deze normen worden uitgevaardigd zonder afbreuk te doen aan de Franse wetgeving, in het bijzonder de eventuele verplichtingen tot melding aan de bevoegde burgerlijke autoriteiten.
- Art. 7. Dat de bisschoppelijke afgevaardigde – voor wat hem aangaat – wordt belast met de toepassing van deze normen.
- Art. 8. Dat de huidig gestelde normen ad experimentum worden goedgekeurd voor de duur van een jaar en in voege treden vanaf vandaag.

Gedaan te Lourdes op 11 februari 2020



+ Mgr Antoine Hérouard

ALGEMENE REGELS

Het Heiligdom van Lourdes wil elke bedevaarder en bezoeker een menselijke en spiritueel kader bieden dat broederlijkheid en respect voor de personen bevordert. Het Heiligdom wil de boodschap van het Evangelie incarneren: *"Al wat gij gedaan hebt voor een dezer geringsten van mijn broeders, hebt gij voor Mij gedaan"*. (cf. Mt 25, 40). Wat ons hiertoe aanzet is de verantwoordelijkheid voor de goede bejegening van iedere persoon.

Een kwetsbare persoon is een persoon die zich – omwille van zijn leeftijd (kind, jonger dan achttien jaar, persoon op leeftijd), omwille van een beperking of omwille van andere omstandigheden – tijdelijk of permanent bevindt in een situatie van zwakte, van fysieke of psychische weerloosheid of van gemis van persoonlijke vrijheid, die, zelfs al is het enkel incidenteel, zijn begrips- of wilsvermogen inperkt, of ook in elke situatie van weerstand ten aanzien van gezags- of machtsmisbruik – daarbij inbegrepen misbruik van spirituele aard --, misbruik van vertrouwen of fysiek misbruik.

Allen die in het heiligdom een pastorale verantwoordelijkheid dragen, dienen een noodzakelijke voorzichtigheid aan de dag te leggen in hun taalgebruik, in fysieke contacten, in hun blik en, ruimer, in al hun gedragingen ten aanzien van deze personen.

Van allen die werkzaam zijn in het kader van het Heiligdom en van de Hospitaliteit Notre-Dame de Lourdes, wordt gevraagd waar dan ook maatregelen te bevorderen die bijdragen tot de goede bejegening van minderjarigen en van kwetsbare personen.

Vermits de culturen verschillend kunnen zijn, geven we hier aan hetgeen vereist wordt van allen die een dienstwerk uitoefenen in het Heiligdom en in de Hospitaliteit Notre-Dame de Lourdes :

Gedragvormen:

- Een zelfde vriendelijkheid betonen jegens iedereen.
- Een juiste houding respecteren en niet uit zijn op tekens van genegenheid.
- Zich ten aanzien van kinderen, tieners en kwetsbare personen hoeden voor elke vorm van vriendschap die niet kuis is.

- Zich niet begeven in een situatie dat men alleen is met minderjarige of een kwetsbare persoon in een kamer met een gesloten of ondoorzichtige deur. Als de zorg voor deze persoon dat zou vereisen, dient men noodzakelijk goedkeuring te vragen van de persoon die verantwoordelijk is.
- In de schoot van het Heiligdom is het strikt verboden om te beschikken over alcohol of ongeoorloofde middelen, en, meer nog, is het strikt verboden om ze te consumeren of ze anderen te laten consumeren.
- De regels van het heiligdom en van de Hospitaliteit respecteren in het gebruik van het netwerk van Internet of wifi van het Heiligdom. Het verzenden – via Internet – van documenten die geen betrekking hebben op het dienstwerk, is verboden.

Taalgebruik:

- Een taalgebruik hanteren dat de personen respecteert, zowel door de spreektoon, het woordgebruik als in zijn lichaamsexpressie, zonder daarbij enige discriminatie te betuigen die zijn oorsprong vindt in sociale afkomst, fysiek voorkomen, godsdienst, etnische afkomst of seksuele geaardheid.

Fysiek contact:

- Het Heiligdom van Lourdes is een plaats waar mensen met een beperking of zieken heel vaak op zoek zijn naar tekens van genegenheid en menselijke nabijheid. Het zou geen teken van naastenliefde zijn om deze af te slaan.
- Men dient er evenwel over te waken dergelijke gebaren uit te lokken en ze met delicateit te beantwoorden in volledig respect voor de vrijheid van de minderjarige en van de kwetsbare persoon.
- Men dient bijzonder behoedzaam te zijn wanneer deze contacten zich voordoen bij het volbrengen van verzorging of in het uitoefenen van dienstwerk binnen of buiten de baden, in het station en in de luchthaven, of nog in de Onthaalcentra. Het allergrootste respect voor de waardigheid van de persoon is de regel die altijd dient geëerbiedigd te worden.

- Bepaalde personen beschikken omwille van hun beperking niet de noodzakelijke bekwaamheid om de aard van de gestelde daden te beoordelen. Het zijn degenen die hen omgeven die dan ook een bijzondere behoedzaamheid aan de dag dienen te leggen. Wanneer iemand die gedeeltelijk of volledig beroofd is van zijn begripsvermogen, een daad stelt die afkeurenswaardig is, in de zin zoals dit charter het stelt, dan is het belangrijk om de informatie hieromtrent door te geven aan de afgevaardigde van de bedevaart of aan de rector, om zich te ontfermen over het slachtoffer en erover te praten met degene die de daad stelde. Indien nodig kan er ook reden zijn om de gerechtelijke autoriteiten erover te informeren want de melding betreft de feiten en niet degene die de feiten stelt, en is erop gericht de slachtoffers te beschermen.



DE FRANSE WETGEVING

Met inachtneming van de internationaliteit van de plaats is het belangrijk om eraan te herinneren dat het Heiligdom van Lourdes de Franse wetgeving van toepassing is.

Het charter dat werd uitgewerkt in het belang van de bescherming van kwetsbare personen beoogt niet een vervanging te zijn van het gemeenrecht. Het preciseert hoe – binnen de zending van de Kerk – dit recht ingang kan vinden in het belang van de meest kwetsbare personen.

1. FYSIEK GEWELD

Het begrip 'fysiek geweld' betreft het geheel van gebeurtenissen die voortkomen uit het gebruik van kracht of van fysieke dwang ten aanzien van een kwetsbare persoon. Dit kan betreffen: elke schending van de fysieke integriteit van de personen, daden van mishandeling, slagen en verwondingen, marteling, aan banden leggen of bedreiging, al dan niet met of zonder gebruik van een wapen, en al dan niet met werkonbekwaamheid als gevolg.

ZE WORDEN BESTRAFT VOLGENS DE ARTIKELS 222-7 EN VOLGENDE VAN HET STRAFRECHT.

2. SEKSUEEL MISBRUIK

Het begrip 'seksueel misbruik' betreft het geheel van handelingen en gedragingen van seksuele aard die kunnen uitgeoefend worden ten aanzien van een minderjarige (jonger dan 18 jaar) of van een kwetsbare persoon. Seksueel misbruik wordt betiteld als 'seksuele inbreuk' wanneer het wordt uitgeoefend zonder geweld, dwang, bedreiging of verrassing. Wanneer een seksuele inbreuk wordt begaan met geweld, dwang, bedreiging of verrassing, zal het misbruik betiteld worden als 'seksuele agressie'. Als deze agressie een act van seksuele penetratie inhoudt, van welke aard dan ook, is er sprake van verkrachting.

DIT MISBRUIK WORDT BESTRAFT DOOR DE ARTIKELS 222-22 EN VOLGENDE VAN HET STRAFRECHT.

3. PSYCHOLOGISCH GEWELD

De begrippen 'psychologisch, moreel of mentaal geweld' betreffen het geheel van daden van geweld of misbruik ten aanzien van een kwetsbare persoon waarbij er niet op directe wijze fysiek geweld in het werk wordt gesteld. Zij worden gekenmerkt door agressief of gewelddadig moreel gedrag ten aanzien van iemand anders, meer bepaald door beledigingen, scheldwoorden, manipulatie, chantage of stalking. Deze vormen van geweld kunnen ook op spiritueel vlak uitgeoefend worden.

DIT MISBRUIK WORDT BESTRAFT DOOR HET ARTIKEL 222-13-1 VAN HET STRAFRECHT.

4. SCHENDING VAN GOEDEREN

De schending van goederen van een persoon heeft voornamelijk betrekking op inbreuken op de eigendom van personen door een bedrieglijke toeëigening. Dit misbruik kan meer bepaald voortkomen vanuit een misbruik van de zwakheid van kwetsbare personen, van bedrieglijke verrichtingen of misleiding.

DE STRAFFEN DIE HIERBIJ VAN TOEPASSING ZIJN, ZIJN VOORZIEN IN DE ARTIKELS 223-15-2 , 313-1 EN 312-1 VAN HET STRAFRECHT.

5. DISCRIMINATIE

Met 'discriminatie' wordt aangeduid: elk onderscheid dat gemaakt wordt tussen fysieke personen gebaseerd op hun afkomst, hun sekse, hun gezinsituatie, hun lichaamsgewicht, hun fysiek voorkomen, hun kwetsbaarheid die voortkomt van hun economische situatie (zichtbaar en gekend door de bedrijver), hun familienaam, hun verblijfplaats, hun gezondheidstoestand, hun verlies van autonomie, hun beperking, hun genetische karakteristieken, hun zeden, hun seksuele geaardheid, hun levensstijl, hun leeftijd, hun politieke opvattingen, hun syndicale activiteiten, hun vermogen om zich uit te drukken in een andere taal dan het Frans, hun al dan niet toebehoren, werkelijk of verondersteld, tot een bevolkingsgroep, een natie, een zogenaamd ras of een bepaalde godsdienst.

DIT MISBRUIK WORDT BESTRAFT DOOR HET ARTIKEL 225-1 VAN HET STRAFRECHT.

Het is belangrijk om op te merken dat een volwassene zich niet kan beroepen op de instemming van het slachtoffer om zich te vrijwaren van zijn strafrechtelijke verantwoordelijkheid, end it voor elke strafrechtelijke inbreuk, vergrijp of misdaad.

MELDING VAN MISBRUIK

Ledereen die op de hoogte is van een vergrijp of misdaad van seksuele aard ten aanzien van een minderjarige of een kwetsbare persoon is bij wet verplicht om hiervan aangifte te doen bij het politiecommissariaat of bij de Procureur van de Republiek +33 (0)5 62 51 77 00 – 6 bis rue du Maréchal Foch – 65000 Tarbes.

Geen aangifte doen omtrent een kwetsbare persoon in gevaar betekent een vergrijp in de zin van artikel 434-3 van het Strafrecht, namelijk:

«het feit dat wie ook kennis heeft van beroving, mishandeling of seksuele agressie of belaging gepleegd ten aanzien van een minderjarige of van een persoon die niet in de mogelijkheid is om zich te beschermen, omwille van zijn leeftijd, omwille van een ziekte, omwille van een zwakheid, omwille van een fysieke of psychische beperking of in staat van zwangerschap, en hiervan geen melding doet aan de gerechtelijke of administratieve autoriteiten, zolang deze inbreuken nog niet opgehouden zijn, wordt gestraft met drie jaar opsluiting in de gevangenis en 45000 euro boete. Wanneer de verzaking van aangifte een inbreuk betreft, vermeld in de eerste alinea, begaan ten aanzien van iemand jongere dan 15 jaar, worden de straffen gebracht tot 5 jaar opsluiting en 75000 euro boete. Behalve wanneer de wet er anders over beschikt, zijn van de voorgaande bepalingen uitgezonderd de personen die tot geheimhouding verplicht zijn, voorzien in het artikel 226-13 ».

Een valse aangifte wordt bestraft door de artikels 226-10 tot 226- 12 van het Strafrecht.

Elk verdacht gedrag en elk misbruik ten aanzien van een minderjarige of kwetsbare persoon moeten daarenboven gemeld worden aan de autoriteiten van het Heiligdom en van het bisdom, door contact te nemen met:

- De Rector : Mgr Olivier RIBADEAU DUMAS,
op het telefoonnummer +33 (0)5 62 42 79 00
of via e-mail : rectorat@lourdes-france.com**
- Priester Giuseppe SERIGHELLI, bisschoppelijk afgevaardigde
voor de bescherming van minderjarigen en kwetsbare
personen, op het telefoonnummer +33 (0)7 57 41 18 63
of via e-mail: deleguepreventionabus@catholicque65.fr**

Ten aanzien van een melding van verdacht gedrag of van misbruik dient de bisschoppelijk afgevaardigde onverwijld actie te ondernemen.

Meer bepaald :

- Hij duidt twee leden aan van de diocesane luistercel, belast met het onthalen en beluisteren van de persoon die zich aandient.
- Hij dient de normen toe te passen, goedgekeurd door de Conferentie van de Franse bisschoppen, verschenen in het officieel Bulletin n°60ter van de CEF van 9 oktober 2018.
- Indien de aansprakelijkheid een van de leden betreft die geacht worden borg te staan voor het respect voor deze regels, zal het steeds mogelijk zijn om beroep te doen op de bisschop die belast is met het heiligdom of met de aartsbisschop-metropoliet van Toulouse.

DE PRIESTERS

«Het hart van de priesters die een dienstwerk verrichten in de heiligdommen dient doordrongen te zijn van barmhartigheid; hun gedrag dient dat te zijn van een vader. (...) Het kernwoord dat ik vandaag met u wens te onderstrepen is 'onthaal': de bedevaarders onthalen. Met het onthaal zetten wij bij wijze van spreken "alles op het spel". Een genegen, feestelijk, hartelijk en geduldig onthaal »..
(Paus Franciscus, toespraak tot de bedevaartorganisatoren en rectoren van heiligdommen, 21 januari 2016).

Enkele aandachtspunten zullen u helpen, broeders priesters, om uw dienstwerk in Lourdes nog beter te kunnen beleven. Ze zijn een vervolgdiging van de algemene normen voor de bescherming van minderjarigen en kwetsbare personen.

- SWees aandachtig voor uw taalgebruik. Eigenaardigheden die onnodig zijn en vreemd ten aanzien van de pastorale zorg zijn verwerpelijk.
- Het is niet toegestaan om minderjarige of kwetsbare personen te ontvangen in lokalen die gereserveerd zijn voor priesters en in privé-ruimtes (in het bijzonder de kamers).
- Voor het vieren van het sacrament van de verzoening, « is het belangrijk om de vergeving van God in herinnering te brengen, om zich bewust te zijn van zijn tederheid en om opnieuw de vrede en de vrijheid te proeven die wij zelf hebben mogen ervaren. Want dat is het hart van de biecht: niet de zonden die wij uitspreken, maar de Goddelijke liefde die wij ontvangen en waaraan wij steeds nood hebben » (Paus Franciscus, Viering van de verzoening, 29 maart 2019).

In dit kader zal de bevoegde biechtvader erover waken:

- om altijd gebruik te maken van de biechtruimtes of van plaatsen die voor anderen zichtbaar zijn, volgens de modaliteiten die de noodzakelijke discretie vrijwaren.
- om geen indelicat vragen te stellen die de intimiteit van de persoon raken.
- om in geweten raad te geven zonder te beschuldigen of te manipuleren.
- om zich niet overmatig lang af te sluiten met de penitent.

- Een priester die door iemand geïnformeerd wordt dat hij in het verleden of op dit ogenblik misbruikt wordt:
 - wanneer dit gebeurt in het kader van een interpersoonlijke dialoog: hij dient erover te waken dat deze persoon de nodige hulp ontvangt en dat hij de diocesane afgevaardigde of de rector van het heiligdom verwittigt. Overeenkomstig de directieven van de CEF dienen ook de gerechtelijke overheden verwittigd te worden.
 - wanneer dit gebeurt in het kader van de biecht: het biechtgeheim is hier in zijn volle zin van toepassing. Blijft evenwel de noodzaak om de nodige hulp te verlenen aan de persoon die slachtoffer is, meer bepaald door kinderen uit te nodigen om het nummer 119 op te bellen, en volwassenen het nummer 3949.
 - Het is altijd mogelijk om iemand die zich aangetrokken voelt door kinderen, het nummer aan te reiken dat is ingevoerd door de Franse Federatie voor Hulpcentra voor degenen die betrokken zijn bij Daders van seksueel geweld (FFCRIAVS) : 0 806 231 063.

DE HOSPITALIERS

Vanaf 1885 zetten mannelijke en vrouwelijke hospitaliers zich in voor het onthaal van de bedevaarders in Lourdes, in het bijzonder van de zieke bedevaarders, mensen met een beperking en eenzamen en om hun in staat te stellen op bedevaart te komen. Daartoe zijn de hospitaliteiten opgericht alsook om de boodschap van Lourdes door te geven en behulpzaam te zijn bij de grote vieringen van het Heiligdom (art. 2 van de statuten van de HNDL).

De aandacht en het respect voor de personen staat dus in het hart van hun missie. Deze zending van onthaal ligt bijzonder gevoelig bij de baden, die een zeer belangrijke plaats van gebed, van vrede en van genezing zijn binnen het Heiligdom. De baden dienen een plaats te zijn waar de aandacht voor de andere en de delicaatheid nog meer aangewezen zijn dan elders omdat de mensen er komen – als teken van hun vroomheid – met al hun hoop, hun verwachtingen, hun broosheid en hun kwetsbaarheid.

Naast de algemene normen die zijn uitgevaardigd voor de bescherming van minderjarigen en kwetsbare personen, dienen de hospitaliers dan ook:

- een specifiek vorming te volgen omtrent het respect en de goede behandeling door de personen die minderjarigen en kwetsbare personen begeleiden, die zal voorgesteld worden in het kader van de vorming van de HNDL .
- de veiligheid te verzekeren en te waken over het respect en de eerbaarheid van elke bedevaarder in zijn geloofsstap in de Baden.
- zich te onthouden van ieder onwaardig gebaar of gedrag ten aanzien van minderjarigen en kwetsbare personen.
- het aanwezigheidsblad te ondertekenen van de baden om hun engagement uit te drukken voor de bescherming en het respect voor de persoon voor alle vrijwilligers, met deze formulering: « Ik verbind mij ertoe om spirituele en morele begeleiding te verschaffen, om de veiligheid te verzekeren en elke bedevaarder die zijn geloofssta verricht in de Baden, met eerbaarheid te bejegenen. Ik verbind mij ertoe om een gepast gedrag aan te nemen ten aanzien van minderjarigen en van kwetsbare personen. »
- de minderjarigen te laten baden in de plaats en enkel begeleid door de personen die daartoe worden aangesteld door de verantwoordelijke van de baden.
- te bevestigen dat ze kennis hebben genomen van dit charter en er hun instemming mee te betuigen.

DE JONGEREN

« De gemeenschap speelt een zeer belangrijke rol bij de begeleiding van de jongeren en het is de gehele gemeenschap die zich verantwoordelijk moet voelen om hen op te nemen, te motiveren, aan te moedigen en te stimuleren. Dat houdt in dat naar de jongeren met begrip, achting en genegenheid wordt gekeken en men hen niet voortdurend beoordeelt of van hen een volmaaktheid eist die niet aan hun leeftijd beantwoordt. Begeleiders zouden jongeren niet moeten begeleiden, alsof dezen passieve volgelingen waren, maar naast hen lopen, en hen in staat stellen om actieve deelnemers aan de reis te zijn. Zij moeten de vrijheid respecteren die deel uitmaakt van het onderscheidingsproces van een jongere, en hun de instrumenten aanreiken om dit zo goed mogelijk te doen. » (Paus Franciscus, Post-synodale Exhortatie Christus Vivit aan de jongeren, § 243 et 246, 25 maart 2019).

Zoals Christus, de eerste Opvoeder, dat deed, verbinden de verantwoordelijken voor jongeren er zich toe om de vrijheid en de waardigheid te respecteren van al degenen die aan hun zorg worden toevertrouwd. In die zin vragen wij dan ook aan deze verantwoordelijken om bijzondere aandacht te hebben voor het volgende:

- in elke omstandigheid een positieve en respectvolle houding aan te nemen ten aanzien van de intimiteit van de jongeren
- een gepaste relatie aan te gaan met de jongeren
- een gepaste fysieke afstand te bewaren en alle contacten te vermijden die ongepast zijn of fout kunnen geïnterpreteerd worden
- een gepaste psychologische afstand te garanderen door erover te waken om geen druk uit te oefenen op de jongere.
- een gepast gedrag te betonen door elke affectieve chantage of druk te vermijden

- oog hebben voor elke delicate of dubbelzinnige situatie die de jongeren in gevaar kan brengen (jongeren onder elkaar of volwassenen met jongeren) en zo snel mogelijk de verantwoordelijke hierover informeren. De verspreiding van afbeeldingen van erotische of pornografische aard is strikt verboden.
- werken in ploegverband om de manier van werken en van aanwezig zijn te verbeteren en om een kritische blik te ontwikkelen omtrent het eigen gedrag en dat van de anderen.

Enkele bijzondere aandachtspunten :

- Communicatie : de volwassene zal erover waken om zich als volwassene voor te doen in zijn woordenschat, in zijn geschreven (SMS, sociale netwerken) of gesproken taalgebruik. Hij zal erover waken om niet te communiceren op onredelijke tijdstippen of omtrent persoonlijke en intieme onderwerpen
- Plaatsen : zich niet ophouden met een jongeren in een afgesloten ruimte, zonder zichtbaarheid, zoals een auto, een tent, toiletten, kamer, of afgesloten begeleidings- of biechtruimte
- Overnachtingen : een volwassene slaapt niet alleen met jongeren. Het goede verloop van de overnachtingen vereist de aanwezigheid van verscheidene volwassenen.

SPECIFIEKE PARAGRAFEN OMTRENT HET JONGERENDORP

Alle hierboven vermelde regels voor het Heiligdom van Lourdes gelden ook voor het Jongerendorp dat er een integraal deel van uitmaakt. Hieraan voegen wij enkele meer specifieke opmerkingen toe.

Waakzaamheid en welwillendheid:

- Abnormaal gedrag van een kind, dat mogelijk een teken is van onwelbevinden, verdient de aandacht en waakzaamheid van degenen die het kind begeleiden.
- Volwassenen moeten elke poging tot discriminatie, pesterijen en dwang tussen minderjarigen voorkomen, opmerken en melden. Volwassenen moeten aandachtig zijn voor isolement of verstoting van bepaalde minderjarigen door hun leeftijdsgenoten: deze situaties kunnen wijzen op ernstiger problemen.
- Volwassenen worden uitgenodigd om met fatsoenlijke kleding een voorbeeld te zijn voor jongeren.
- Wanneer een jongere naar de ziekenzaal wordt gebracht, zal men steeds een volwassene van hetzelfde geslacht met hem/haar meesturen om nieuws over hem/haar te vernemen of hem/haar gezelschap te houden, zo mogelijk vergezeld van andere jongeren of volwassenen.
- De uitoefening van gezag ten gunste van een groep jongeren berust in de eerste plaats op een diep welwillende aandacht. Eventuele sancties die dienen genomen te worden, moeten tijdelijk van aard en geproportioneerd zijn. Zij dienen de fysieke en morele integriteit van de minderjarigen, hun waardigheid en hun intimiteit te eerbiedigen. Zij mogen nooit bestaan uit lijfstraffen en het is van essentieel belang dat zij niet als vernerderend worden ervaren.

Sanitaire voorzieningen

- De begeleiders die toezicht houden moeten erover waken dat bij het gaan van en naar de douches en toiletten geen onfatsoenlijk kleding wordt toegestaan; zij moeten er ook op toezien dat er in deze ruimten en op de weg ertoe geen vermenging plaatsvindt van de geslachten.
- Ongeacht hun leeftijd moeten minderjarigen in hun eentje kunnen douchen. Een volwassene mag nooit de deur naar de douche van een minderjarige openen, behalve in een bewezen noodgeval en in aanwezigheid van een derde persoon. Als het nodig is een minderjarige of een kwetsbare persoon (bijvoorbeeld iemand met een beperking of iemand die gekwetst is) te wassen, wordt de volwassene gekozen in overleg met de betrokken jongere en vergezeld door een andere persoon die eveneens wordt gekozen in overleg met de betrokken jongere.
- Wanneer zij toegang hebben tot dezelfde sanitaire voorzieningen als minderjarigen, verbinden de volwassenen die de jongeren begeleiden zich ertoe op andere tijdstippen te douchen dan de jongeren.

Kamers en slaapzalen

- De begeleiders die verantwoordelijk zijn voor de rust, de tucht en de veiligheid van de jongeren slapen in aparte ruimtes, gescheiden van de minderjarigen. De inrichting van deze ruimten moet evenwel zo zijn dat onder alle omstandigheden toezicht op de minderjarigen mogelijk is. Jongeren moeten, als dat nodig is, op elk moment van de nacht kunnen rekenen op de beschikbaarheid van hun begeleiders.
- De kamers moeten per leeftijdsgroep ingedeeld worden.
- Er moet voor worden gezorgd dat de slaapplekken voor meisjes en jongens gescheiden zijn (aparte verdieping of gebouw); de regel van ongemengde slaapplekken geldt ook voor de kampeerterrainen: in de tenten slaapt men niet gemengd.
- Om de privacy van de minderjarige te waarborgen en ieders ruimte te respecteren, wordt verzocht de bedden in de slaapzalen en in de kamers van de jongeren niet te verplaatsen. Volwassenen mogen alleen slaapzalen of kamers binnengaan wanneer dat absoluut noodzakelijk is (en moeten altijd de deur openhouden). Hij/zij zal erover waken enkele in de deuropening te blijven staan.
- De kamers van de volwassenen zijn in geen geval een doorgangs- of ontmoetingsplaats voor minderjarigen. Onder geen enkele omstandigheid mag een minderjarige daar binnenkomen of ontvangen worden.

ENGAGEMENT VAN DE PRIESTERS

Ik, ondergetekende, (voornaam)

(naam)

(bisdom of congregatie)

verklaar kennis te hebben genomen van het charter en het engagement van het Heiligdom Onze-Lieve-Vrouw van Lourdes voor de bescherming van kinderen en kwetsbare personen. Ik betuig er mijn instemming voor en verbind er mij toe om het getrouw na te leven.

- Ik ben erover geïnformeerd en betuig mijn instemming dat mijn persoonlijke gegevens gebruikt worden door het Heiligdom van Lourdes overeenkomstig de wetgeving betreffende de bescherming van persoonlijke gegevens. Ik ben erover geïnformeerd dat ik beschik over het recht van toegang, rechtzetting, verwijdering, beperking, overdraagbaarheid of bezwaarmaking, zowel omtrent mijn persoonlijke gegevens, maar ook omtrent het recht om een bezwaar aan te tekenen bij de autoriteit die bevoegd is inzake persoonlijke gegevens.*

Datum

Handtekening

ENGAGEMENT VAN VERANTWOORDELIJEN VOOR JONGEREN

Ik, ondergetekende, (voornaam)

(naam)

Verantwoordelijke van de groep

verklaar kennis te hebben genomen van het charter en het engagement van het Heiligdom Onze-Lieve-Vrouw van Lourdes voor de bescherming van kinderen en kwetsbare personen. Ik betuig er mijn instemming voor en verbind er mij toe om het getrouw na te leven en om het te doen respecteren.

- Ik ben erover geïnformeerd en betuig mijn instemming dat mijn persoonlijke gegevens gebruikt worden door het Heiligdom van Lourdes overeenkomstig de wetgeving betreffende de bescherming van persoonlijke gegevens. Ik ben erover geïnformeerd dat ik beschik over het recht van toegang, rechtzetting, verwijdering, beperking, overdraagbaarheid of bezwaarmaking, zowel omtrent mijn persoonlijke gegevens, maar ook omtrent het recht om een bezwaar aan te tekenen bij de autoriteit die bevoegd is inzake persoonlijke gegevens.*

Datum

Handtekening

ENGAGEMENT VAN DE VRIJWILLIGERS

Ik, ondergetekende, (voornaam)
(naam)

verklaar kennis te hebben genomen van het charter en het engagement van het Heiligdom Onze-Lieve-Vrouw van Lourdes voor de bescherming van kinderen en kwetsbare personen. Ik betuig er mijn instemming voor en verbind er mij toe om het getrouw na te leven en om het te doen respecteren.

- Ik ben erover geïnformeerd en betuig mijn instemming dat mijn persoonlijke gegevens gebruikt worden door het Heiligdom van Lourdes overeenkomstig de wetgeving betreffende de bescherming van persoonlijke gegevens. Ik ben erover geïnformeerd dat ik beschik over het recht van toegang, rechtzetting, verwijdering, beperking, overdraagbaarheid of bezwaarmaking, zowel omtrent mijn persoonlijke gegevens, maar ook omtrent het recht om een bezwaar aan te tekenen bij de autoriteit die bevoegd is inzake persoonlijke gegevens.*

Datum

Handtekening

